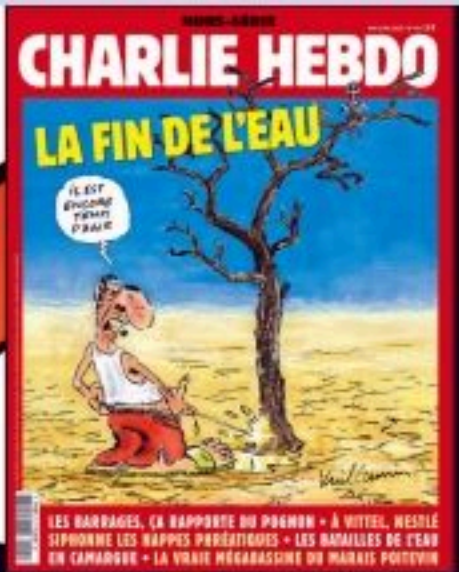


FOOT LES HIJABEUSES HORS JEU

NANTERRE « ON S'ARRÊTERA QUAND LE SANG COULERA »

UN ÉTÉ AVEC BERNARD MARIS

10 MILLIONS POUR ENGRAISSER LES CHASSEURS



HORS-SÉRIE EN KIOSQUE

3,20 € / N° 1615 / 5 JUILLET 2023

CHARLIE HEBDO

NOS BANLIEUVES ONT DU TALENT



N° 1615 FRANCE MÉTRO: 3,20 € - BELAUX: 3,70 € - CH: 5,40 CHF - D: 4,30 € - ESPIT/PORT-CONT: 3,70 € - DOMA: 4,50 € - GRI: 5,20 € - CALA: 8,20 XPF - TAHUA: 7,20 XPF - CANA: 6,95 \$CAD

L 14057 - 1615 - F: 3,20 €



Charlie Reporter

ASSISE SUR LE TOIT D'UNE CAMIONNETTE EN TÊTE DE CORTÈGE, LA MÈRE DE NAHEL OVATIONNÉE TEL UN FOOTBALLEUR AYANT REMPORTÉ LA COUPE DU MONDE ET DESCENDANT LES CHAMPS-ÉLYSÉES SUR UN BUS À IMPÉRIALE...

La mort de Nahel, 17 ans, tué d'une balle tirée à bout portant par un policier, a embrasé les cités françaises. Alors que les émeutes se sont multipliées pendant près d'une semaine, Charlie Hebdo s'est rendu à l'épicentre de la violence, dans la cité Pablo-Picasso de Nanterre (Hauts-de-Seine), d'où était originaire l'adolescent.

COLINE RENAUULT

Au pied de la cité Pablo-Picasso, avenue du même nom, à Nanterre, Amadou rafistole sa voiture avec du gros Scotch. L'homme a 60 ans. Au lendemain de la première nuit d'émeutes, le pare-brise est fissuré, le capot enfoncé et les fenêtres brisées. Lui reste flegmatique. « Je suis soignant, je vois bien pire tous les jours », lâche-t-il. Service de soins palliatifs? Non, libéral. Il monte quotidiennement les étages des hautes tours du quartier. « Je soigne les gens de la cité. Les gamins d'ici, je les connais. » Il hausse les épaules. « Ce n'est que du matériel. »

La conversation est interrompue par l'arrivée d'un véhicule rutilant qui ralentit et s'arrête à notre hauteur. Le conducteur se penche par la fenêtre au-dessus d'un siège-auto. La trentaine, barbe fine et visage intelligent. « Dégagez de là. Je vous aurai prévenus. Les petits, là, ils vont faire un barbecue de vous. Je vais pas pouvoir les tenir longtemps. Ce soir, ça va être la guerre. Parlez à personne. On veut pas de médias ici. » Il fixe obstinément le volant de sa voiture. « Non, on n'a pas besoin que vous racontiez notre histoire. Y a plus rien à dire. Ça fait dix-neuf ans qu'on répète la même chose. Aujourd'hui, les discussions, c'est fini. On ne parle plus, on passe à l'action. Ce qu'il se passe, là, c'est entre la police et nous. On va régler ça et ça va saigner. »

Depuis la mort du jeune Nahel, 17 ans, tué à bout portant par la police, au volant d'une Mercedes, après un refus d'obtempérer, la colère prend racine dans la cité. À gauche de celles qu'on surnomme les tours Nuages, d'interminables bretelles d'autoroute s'enroulent comme des serpents autour de la Défense, perdant en chemin les étrangers qui s'aventureraient dans la cité. À droite, les façades insipides de Puteaux, artificielles et soporifiques : l'enfer du 92. Au centre, l'ensemble d'habitations imaginé dans les années 1970 par Émile Aillaud se délite, les mosaïques bleues se détachent, les fenêtres en forme de goutte, qui ne sont plus fabriquées, ne seront jamais réparées, et ce qui devait un temps incarner la cité du futur a davantage l'allure d'une ville d'après l'apocalypse. D'ici à quelques heures, la trentaine de voitures sur le boulevard seront incendiées. La situation va s'embraser,



MORT DE NAHEL

« Là, c'est entre la police et nous. On va régler ça et ça va saigner »

On est le village d'Astérix cerné par les Romains », lance un homme. Le corps musclé par dix ans de prison, il n'a ni femme ni enfants : « J'ai rien à perdre. Ce soir, je serai en noir et je vais me déchaîner. Ils ont tué l'un des nôtres, on va se venger. » Roulement des mécaniques ou pas, la fureur est sourde. Y compris chez les grands frères, ceux qui d'ordinaire calment le jeu et évoquent cette fois une colère sans retour.

Jeudi après-midi, 14 heures. Marche blanche. La marée humaine qui se met en route vers la préfecture n'est pas d'humeur au recueillement. Un public hétéroclite de journalistes, d'élus, de militants, de familles entières ne parvient pas à diluer la rage de ceux qui sont venus pour en découdre. Il faut dire aussi qu'Assa Traoré joue les chauffeuses de salle, debout sur un camion aux côtés de Mounia, la mère de Nahel. Des médiateurs tentent de maintenir un semblant d'ordre, mais rien à faire, la foule progresse avec fureur. À la moindre étincelle, il ne fait aucun doute que la situation va dégénérer. Elle se produit devant la préfecture, quand des policiers commencent à gazer dès la première pierre lancée sur le bâtiment. « Viens par là, frère, viens par là, ça va chauffer, t'as pas un truc à jeter ? » lance un jeune garçon de 12 ans à peine.



davantage que la veille, au premier soir de la mort de Nahel, mais moins que le lendemain, après la marche blanche organisée en son honneur.

Pour le moment, la cité semble sommeiller. L'Aid-el-Kébir se tient ce soir. Des hommes et des femmes en tenue de fête vont et viennent avec des sacs remplis de victuailles. Des couples se donnent la main sur les bancs au pied des immeubles. Tous les jeunes qui les occupaient quelques heures auparavant ont disparu. Aux fenêtres des tours, des visages apparaissent parfois, jettent un œil inquiet vers la rue. Le calme apparent contraste avec la violence exprimée par ceux qui ont consenti à lâcher quelques mots. La plupart ont opposé le même mutisme,

de la mère de famille aux aînés – les grands frères – en passant par les jeunes adolescents à scooter. Manifestement, le mot d'ordre a été donné. Silence et menaces. Les médias n'ont jamais été accueillis en grande pompe dans les banlieues, mais la haine atteint cette fois-ci des niveaux inédits. La cité est en position de repli. L'extérieur est l'ennemi, surtout quand il s'agit des institutions. Que personne ne vienne mettre le nez à Pablo. « Vous venez chez nous, on vous défonce, c'est simple.





Mohammed, un informaticien à la retraite, soupire. « Vous savez quel est le problème ? Les policiers ne portent plus de cravate. L'uniforme, avant, garantissait un sérieux, une attitude, une façon de se comporter qui appelait le respect. »

Tout s'emballa. Le jeu du chat et de la souris avec les policiers et les CRS se déplace vers le parc André-Malraux. Les tours Nuages émergent au loin derrière la fumée. Un manège pour enfants est incendié, des policiers patibulaires avancent en colonnes comme une armée de clones. Sur l'herbe, la bataille prend des airs de Waterloo rejoué à coups de jets de projectiles et de gaz lacrymogènes. Un peu plus loin, près de l'esplanade qui surplombe la préfecture, l'arche de la Défense en arrière-plan, un jeune émeutier répond au téléphone : « Wesh, ça part, là, mais ma mère, elle m'appelle, elle me dit : "Oublie pas, tu as dentiste." »

Le chaos ambiant tend vers l'absurde : un homme en short fluo s'obstine à continuer son footing. Il fait des boucles autour du parc, traverse le no man's land entre les policiers et les émeutiers, revient au point de départ et recommence, impassible. Une chaise de bureau brûle au milieu d'une place. Des jeunes volent des pastèques dans la réserve d'un hôtel Mercure et les distribuent aux passants. Un couple, dépit, tente de joindre la compagnie d'assurances devant la porte enfoncée de son bureau de tabac. Une femme, assise au milieu des combats, ironise : « Tout est normal. C'est plus sympa que les "gilets jaunes", quand des gros hommes préféraient faire des sit-in autour des ronds-points parce qu'ils ne pouvaient pas courir. Ici, y a plein de beaux gosses ! » La chanson *Mistral gagnant* se déclenche d'on ne sait où et la voix grésillante de Renaud enveloppe la bataille. Un handicapé en fauteuil roulant motorisé, qui ne peut manifestement pas s'exprimer, agite désespérément les bras au milieu des jets de pierres et des gaz lacrymogènes. Son fauteuil est cassé, un homme casqué tente de le réparer. Finalement, il repart en zigzaguant, son sauveur se redresse et on reconnaît l'acteur et réalisateur Mathieu Kassovitz. Un reporter lui lance : « Alors, c'est pire que La Haine ? » Il soupire, acquiesce d'un signe de tête et s'en va. Retour au réel : « Ça s'arrêtera quand on l'aura décidé, c'est-à-dire quand le sang va couler », jure un émeutier. ●



LE CRÉTINISIER DE LA SEMAINE

CES JEUNES QUI CHOISISSENT LE CHAOS



ARRÊT SUR IMAGES

ÉLISABETH BORNE, Daniel Schneidermann de la bavure : « Les images montrent une intervention qui n'est manifestement pas conforme aux règles d'engagement de nos forces de l'ordre » (Europe 1, 28/6). Il n'a pas prononcé la sommation d'usage « Tiens, ramasse tes couilles, enculé ! » avant de tirer.

POINT-BALLE

CAROLINE ABADIE, députée Renaissance chez Zemmour : « On est dans un État de droit. Il faut un moment aussi rappeler les fondamentaux : quand il y a un barrage de police, on s'arrête, point-barre » (LCP, 28/6). On n'aimerait pas l'avoir comme examinatrice au permis de conduire...

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

LAURENT-FRANCK LIENARD, avocat du policier qui a tiré sur Nahel : « Il comprend qu'il sert de fusible et qu'il sert à calmer les émeutiers [...] Il dort en prison comme le dernier des délinquants. La réalité, c'est que la pluie calme plus les émeutiers que les décisions de justice » (BFMTV, 29/6). Si les banlieues flambent, ce n'est pas la faute de la police, mais de la sécheresse.

PARCOURSUP

ALAIN BAUER, criminologue, à propos des deux policiers impliqués dans la mort de

Nahel : « Techniquement parlant, la faute des policiers est grave et s'ils avaient été des étudiants ou s'ils avaient été en exercice, on ne leur aurait pas mis la moyenne » (BFMTV, 30/6). Alors que, techniquement parlant, le petit Nahel a 20/20 à son examen de cible mouvante.

L'APAISEMENT QUI VIENT

JEAN-LUC MÉLENCHON, médiateur de cité : « Je ne suis pas pour qu'on mette le feu et les gens ne sont jamais d'accord pour qu'on brûle les écoles. Mais l'appel au calme doit se faire au bon moment » (Libération, 30/6). Quand je serai élu.

LES BALLONS DU CŒUR

KYLIAN MBAPPÉ, Bondy en force : « J'ai mal à ma France. [...] Tout mes pensées vont pour la famille et les proches de Naël, ce petit ange parti beaucoup trop tôt » (Twitter, 28/6). Il va rater la remise de mon Ballon d'or.

PERDANT-PERDANT

JEAN-CHRISTOPHE COUVY, secrétaire national Unité SGP Police : « Il y a deux familles endeuillées, la famille du petit qui est décédé, et il y a des familles de policiers aussi impactées, qui prennent perpète à vie » (Europe 1, 27/6). Sans oublier les familles des employés de la voirie qui vont devoir réparer le poteau.

Édito



OÙ EST PASSÉ NAHEL ?

RISS

Les images de Nahel, âgé de 17 ans, tué lors d'un contrôle routier, ont soulevé une vague d'indignation, car les circonstances de sa mort sont difficilement défendables. Les manifestations pour protester contre sa disparition se sont vite transformées en émeutes dans tout le pays. Depuis, tout semble être parti en vrille, sans que personne ne sache comment sortir de ce chaos. Les footballeurs et la grand-mère de la victime ont beau appeler au calme, plus personne n'écoute personne.

Pour comprendre cette flambée de destructions, tout le monde y va de son analyse : faillite de l'État, violences policières, démission des parents, haine des médias, rôle des réseaux sociaux..., j'en passe et des meilleures. Le vrai doit probablement se situer quelque part là-dedans, dans ce brouillard d'explications désordonnées. Du côté des politiques, la confusion règne aussi. La droite y voit une manifestation du séparatisme qui grandit et fracture la société. La banlieue ressemblerait à un morceau de banquise qui se brise, se détache et s'éloigne vers le large. Pour l'extrême droite, c'est la preuve qu'il n'y a rien à attendre des populations de ces quartiers, définitivement allogènes et inassimilables. Quant à la gauche dite radicale, elle croit y déceler les prémices d'un Grand Soir qui sapera enfin les fondements du capitalisme. Les destructions de magasins de marques en seraient les signes avant-coureurs. Car le casseur est un damné qui se révolte contre le système, ainsi en a décidé le Politburo du moment.

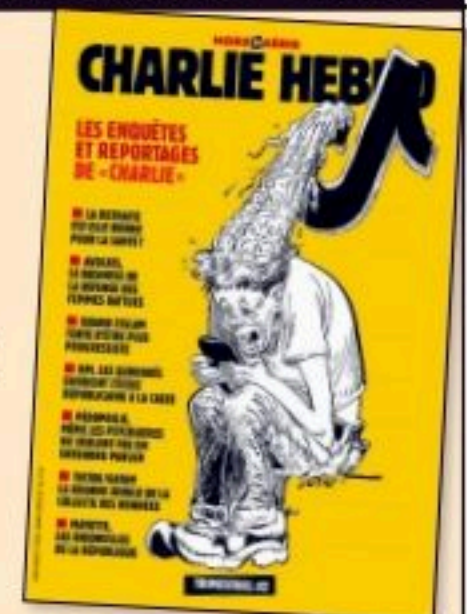
On entend dans la bouche des rares jeunes qui acceptent de parler aux médias, les mots « haine », « rage », « justice », « vengeance » ou « colère ». Un vocabulaire combatif qui se veut à la hauteur de l'injustice que constitue la mort de Nahel. Mais la puissance évocatrice de ces mots n'est pas illimitée. Elle s'amenuise un peu plus chaque jour, et bientôt, on atteindra le moment où ils ne parviendront plus à justifier quoi que ce soit. Comme le stylo-plume qui n'écrit plus rien quand sa cartouche d'encre se retrouve vide.

Qu'est-ce que les destructions, les incendies et les pillages apportent-ils à l'expression d'une colère ? Des parents qui perdent un enfant assassiné par un sadique ou tué par un chauffard sont-ils pour autant légitimes à brûler des mairies et des magasins de fringues ? L'injustice qu'on ressent quand on perd un proche tué par un meurtrier ne donne aucun droit à la vengeance. Après les attentats de 2015, c'est précisément ce qu'on pouvait craindre : que dans les jours et les semaines qui ont suivi un énergumène se croie autorisé à venger les victimes, en commettant des violences contre des personnes d'origine immigrée ou de confession musulmane. Par chance, rien de tel ne s'est produit. Au pire a-t-on déploré, mais cinq ans après, l'attaque de la mosquée de Bayonne par un retraité xénophobe. Qu'aurait-on dit si les Français qui avaient défilé le 11 janvier 2015 s'étaient mis à casser les vitrines des magasins Zara et Nike, et en étaient sortis les bras chargés de vêtements volés, sous prétexte qu'ils auraient eu la « rage », la « haine », et auraient réclamé « vengeance » ? Le statut de victime est lourd à porter car, en plus de la souffrance endurée, il faut savoir garder sa dignité, et la faire cohabiter avec sa colère et son exigence de justice. La première chose que l'on doit aux victimes, c'est de les défendre avec respect. Pas n'importe comment ni à n'importe quel prix. C'est seulement quand ces émeutes cesseront qu'on pourra commencer à le faire avec Nahel. ●

LES ENQUÊTES ET REPORTAGES DE « CHARLIE »

HORS-SÉRIE TRIMESTRIEL EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Bilan du premier trimestre d'actualités pour tenter d'y voir plus clair.
• Hors-série trimestriel #2, 80 pages, 7 euros.



LES FRANÇAIS ET L'ARGENT



C'est pourtant pas compliqué

PROCÈS WAFFENKRAFT Le djihad de l'ultradroite

LAURE DAUSSY

Ces deux dernières semaines s'est tenu un procès à la cour d'assises de Paris, qui a permis de rappeler combien le risque d'attentat perpétré par l'ultradroite en France est important. Quatre jeunes néonazis, accusés d'avoir préparé des attentats sur des cibles telles que le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra), des mosquées ou des personnalités comme Jean-Luc Mélenchon, ont été reconnus coupables d'« association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste ». Toute la difficulté de cette qualification est de condamner sur la base de la seule volonté de passer à l'acte, et non d'actes qui ont été commis. Pour la cour, il ne fait pas de doute que la nature terroriste de ce groupe, baptisé Waffenkraft, se caractérise notamment par « l'obtention et l'utilisation d'armes, la recherche de cibles, et la volonté souvent exprimée de commettre un attentat », explique le président, Christophe Petiteau.

Le principal accusé, Alexandre G., aujourd'hui âgé de 27 ans, a été condamné à dix-huit ans de prison avec une peine de sûreté de deux tiers. L'avocat général avait requis à son encontre vingt-deux ans de rétention. « Alexandre G. détenait des armes, cherchait probablement à créer de l'explosif TATP, et il avait pris un ascendant incontestable sur ce groupe », détaille le président de la cour. Ce groupe constituait « une véritable organisation, avec une répartition des rôles » : le recrutement pour Henri*, l'idéologie pour Evandre A., la fourniture d'armes et d'explosifs pour Alexandre G. Puis ils ont été rejoints par Gauthier F. Ces trois autres accusés comparaissent libres, sous contrôle judiciaire. Ils sont condamnés à des peines beaucoup plus légères : entre un et deux ans ferme aménageables.

Dix attentats déjoués depuis 2017

Au-delà de ce procès, ces quinze jours d'audiences ont permis de montrer comment une poignée de très jeunes hommes a pu tomber dans la droite radicale et le nazisme : une enfance chaotique, la recherche d'identité, l'entraînement au sein des réseaux sociaux et l'influence de toute une littérature raciste et antisémite. Certains livres, comme *Les Carnets de Turner* ou *Siege*, sont de véritables guides pour des passages à l'acte terroriste et s'échangent toujours sur les réseaux sociaux. Ce procès aura aussi permis d'alerter sur la réalité de la menace de crimes de masse de l'ultradroite en France. Dix attentats ont été déjoués depuis 2017. À chaque fois, même scénario : plusieurs courants se rejoignent pour envisager une tuerie de masse, que ce soit des néonazis, des suprémacistes blancs, ou encore le courant « accélérationniste », qui prône de semer le chaos, d'appeler à une guerre de civilisation, pour accélérer la mise en place d'un État fasciste.

L'avocat général, lors de son réquisitoire, a rappelé aussi un point important : « Vous êtes face à une sorte de djihad, un djihad nouveau, appelé "white djihad" ». Ce djihad d'extrême droite veut en quelque sorte « venger » les attentats islamistes, mais pas seulement. Djihadisme et suprémacisme blanc se retrouvent

sur certains points : recours à la violence, haine des femmes, antisémitisme et homophobie. L'un et l'autre recherchent une sorte de pureté ethnique. L'un et l'autre se haïssent, mais font aussi l'objet d'une fascination mutuelle. Au point que l'on a pu voir certains radicalisés passer de l'un à l'autre, comme le soulignait un commissaire de la DGSI interrogé lors du procès. « Dans les méthodes, les suprémacistes admirent les djihadistes et s'en inspirent », souligne l'avocat général. Alexandre G., qui expliquait s'être « autoradicalisé » depuis les attentats du Bataclan, reprenait lui-même l'iconographie djihadiste sur ses photos. Et quand il écrivait qu'il voulait s'en prendre au Parlement européen, il ajoutait : « Si ce n'est pas nous qui les tuons, les croisés de la charia le feront à notre place. »

* Le prénom a été changé.

UNION DES DROITES Beau temps pour le populisme

JEAN-YVES CAMUS

Après l'arrivée au pouvoir en Suède d'une coalition entre la droite et un parti identitaire aux racines extrêmes, c'est au tour des conservateurs d'Helsinki de s'allier avec une formation du même tonneau, les Vrais Finlandais. À peine nommé ministre de l'Économie, un des leurs, Vilhelm Junnila, s'est vu mis en cause pour avoir participé à un meeting du gratin néonazi scandinave en 2019, et avoir expliqué, sur Twitter, sa joie d'avoir été enregistré comme candidat aux législatives de la même année sous le numéro 88. Soit « Heil Hitler » dans la numérotologie néonazie. Soumis à un vote de défiance du Parlement, Junnila l'a gagné. Il s'est ensuite confondu en excuses. Naturellement, il « condamne le génocide des Juifs, l'antisémitisme et tous les actes antisémites ». On y croit ou pas. Il a malgré tout fini par jeter l'éponge et a démissionné vendredi.

Par ailleurs, le 25 juin, les électeurs grecs ont fait entrer au Parlement trois partis d'extrême droite dont l'un, intitulé les Spartiates, est dirigé en sous-main par un ancien député nazi d'Aube dorée actuellement emprisonné. Et en Espagne, le Parti populaire s'est allié, dans plusieurs municipalités et une Région, au parti néofranquiste Vox, qui compte bien rééditer le coup au plan national après les législatives du 23 juillet, si la gauche les perd.

Tout cela constitue-t-il une « nouvelle vague » de partis d'extrême droite ? Pas vraiment. Les Démocrates de Suède existent depuis 1988 ; les Vrais Finlandais, depuis 1995 ; Aube dorée, depuis 1980. Seul Vox, fondé en 2013, est une vraie nouveauté, dont le succès tranche avec les échecs groupusculaires de ceux qui se réclament encore du phalangisme fasciste.

Ne pas être ouvertement fasciste suffit pour être admis

Alors qu'est-ce qui a changé ? La droite. Elle n'a plus aucune pudeur à s'allier avec des droites extrêmes, sitôt que celles-ci donnent l'impression d'une rupture idéologique avec le fascisme. Ne pas être ouvertement fasciste, policer son langage, c'est un brevet immédiat d'admission dans la grande famille des droites. Qu'est-ce qui a changé aussi ? La gauche. Quand elle ne s'est pas dévoyée, comme au Danemark, en promouvant elle-même les mesures dont l'extrême droite rêvait, elle est tellement sur la pente descendante, dans les urnes, qu'elle est un adversaire affaibli. Donc les droites conservatrices pensent pouvoir l'éradiquer pour quelques décennies, même si le prix à payer est une radicalisation, ou des alliances avec des partis illibéraux.

Enfin, la droite traditionnelle gère, elle ne pense plus. Pour les 19 % d'électeurs qui voteraient aujourd'hui pour l'AfD aux législatives, la CDU allemande apparaît comme une formation sans souffle. Comme Les Républicains et bien d'autres partis dans la famille du Parti populaire européen, qui se perdent en combinant orthodoxie économique libérale et relative ouverture sociétale, qui continuent à énoncer leur catéchisme européen tout en se plaignant du « plombier polonais ». Sécuritaire sans endiguer la délinquance, « sociale » (qui ne l'est pas ?) mais du côté des CSP+, « patriote » mais concrètement peu encline à lutter vraiment contre le communautarisme, cette droite impuissante ne peut que se faire bouffer par plus radical qu'elle. Inutile de dire que la séquence en cours de l'actualité française conforte l'idée que, si le match n'est pas plié, la première mi-temps est perdue pour la droite dite « de gouvernement » comme pour la gauche responsable. ●



SÉRIE D'ÉTÉ
L'ÉCO EN MAILLOT
(1/6)



BEVERIDGE, REVIENS!

Retrouver le plein-emploi grâce
à un grand libéral

GILLES RAVEAUD

« Bénéficiaires du RSA : le dernier verrou vers le plein-emploi » : cet article d'Alain Ruello, dont le titre s'étale sur toute la largeur de la page 2 des *Échos* du lundi 5 juin dernier, m'a presque fait verser des larmes. Comment peut-on écrire une horreur pareille ? Les personnes allocataires du revenu de solidarité active (RSA) cumulent mille problèmes qu'il faut régler avant de pouvoir revenir au travail. Et les obstacles au véritable plein-emploi se comptent par millions dans notre pays.

Alors, pour démarrer cette série estivale, je vous propose de lire le plus grand texte sur le sujet, publié en 1944 par lord William Beveridge et intitulé *Le Plein-emploi dans une société libre*¹, traduit en français dès 1946 chez Domat-Montchrestien, mais devenu introuvable depuis des décennies. Beveridge est un économiste qui dirigera la si prestigieuse London School of Economics and Political Science de 1919 à 1937. Tout comme son pote John Maynard Keynes, William est libéral.

Qu'est-ce que le plein-emploi ? Beveridge en donne une définition simple, technique, mais aux immenses conséquences économiques et politiques : « *Le plein-emploi signifie que le chômage est réduit à de courts intervalles d'attente, durant lesquels la personne au chômage a la certitude d'être de nouveau demandée ("wanted") dans son ancien emploi, ou d'être recrutée dans un nouvel emploi correspondant à ses capacités.* »

Pour que cette situation advienne, il faut donc qu'il y ait plus – beaucoup plus – d'emplois vacants que de chômeurs. Les boulots doivent être là où les personnes vivent, et pas sur

• Du désespoir naît la haine •

Mars ; ils doivent proposer un salaire correct (« fair wage ») ; et correspondre aux compétences des personnes, ou qu'elles peuvent raisonnablement acquérir. Comme le dit Beveridge, « *c'est aux emplois, et non pas aux hommes, d'attendre* ». Des emplois vacants sont donc souhaitables pour avoir une société saine, et par là même réellement démocratique.

Pour Beveridge, la « démolition » et le « sentiment d'inutilité » guettent chômeuses et chômeurs, dont le premier ennemi est le chômage de longue durée. En effet, « *tant qu'il demeure du chômage de longue durée qui ne soit pas la conséquence évidente d'une incapacité personnelle, toute personne perdant son travail aura peur de faire partie des malchanceux qui ne retrouveront pas un emploi rapidement. Les personnes au chômage durant un bref laps de temps ne savent pas que cet épisode de chômage ne durera pas tant qu'il n'est pas terminé* ».

Beveridge insiste sur le fait que la difficulté n'est pas seulement de parvenir au plein-emploi, mais d'y parvenir dans une société libre. Contemporain de la guerre, il voit combien il est plus facile de supprimer le chômage au sein d'une économie dirigée, où c'est l'État qui décide de ce qui est consommé, de ce qui est produit, et qui peut affecter telle personne à tel emploi.

Comment atteindre ces deux objectifs simultanément ? William répond de la manière la plus honnête et la plus précise, la plus nuancée qui soit dans son extraordinaire livre. Je vous laisse avec l'une de ses réflexions : « *Selon l'approche adoptée dans ce rapport, le plein-emploi peut en effet être atteint, tout en laissant l'essentiel de la conduite de l'économie aux mains des entreprises privées [...]. Mais si, en contradiction avec cette logique, des faits ou des arguments devaient démontrer que l'abolition de la propriété privée des moyens de production était nécessaire à l'obtention du plein-emploi, alors cette abolition devrait être menée à bien.* »

Voici donc ce qu'écrivait un économiste libéral en 1944, soucieux, lui, de réelle efficacité économique, de réelle liberté individuelle, de réelle démocratie. Car il avait compris, lui, que « *du désespoir naît la haine* » (« *miseria generat hanc* »). Puisque nous ne l'avons pas écouté, nous n'avons pas le plein-emploi de qualité qu'il défendait si intelligemment. Par contre, la haine des autres, et notamment celle des étrangers, nous l'avons, et pas qu'un peu. ●

1. Full Employment in a Free Society. A Report by Lord Beveridge, George Allen & Unwin Ltd, 1944. On trouvera le PDF intégral ici : pinguet.free.fr/beveridge44.pdf
Un immense merci à Michel Husson (1949-2021).

Carton plein

UN FRANÇAIS
SUR TROIS
NE PARTIRA PAS
EN VACANCES



CAGNOTTE : 1 MILLION D'EUROS
POUR LE POLICIER DE NANTERRE



ÉMEUTES EN FRANCE
MACRON ACCUSE
LES JEUX VIDÉO



FOUS DE DIEU EN FOLIE

COME-BACK

FIN JUIN, une série de nominations ecclésiastiques a été annoncée par le pape François. Parmi elles, celle de M^{gr} Thierry Brac de La Perrière au poste d'évêque auxiliaire de l'archidiocèse de Lyon fait déjà polémique. Le prêtre au nom à rallonge n'est pas inconnu des médias. De 2003 à 2011, il officiait à Lyon aux côtés de M^{gr} Barbarin, alors archevêque. Ayant un peu, beaucoup péché en ne dénonçant pas les viols et agressions sexuelles sur les enfants dans l'affaire Preynat, Brac de La Perrière a été mis à l'écart dans la Nièvre. Mais voilà, à la campagne, Brac s'étiole. En 2022, il est le premier ensoutané à obtenir six mois de congé sabbatique pour, officiellement, « se reposer », tant sa charge est exténuante. Il officiait alors à Nevers, ville réputée pour sa vie trépidante et harassante. L'année 2023 marque donc le retour en grâce, et à Lyon, de Brac de La Perrière. Une manière papale de dire merde aux victimes. N. Devanda

une citation d'Adolf Hitler. Qui, lui aussi, il est vrai, avait une maman. L. Redaud

POUTINE AKBAR!

APRÈS QU'EN SUÈDE un Irakien a brûlé en public un exemplaire du Coran, Poutine a manifesté son indignation : « *Dans notre pays, c'est un crime tant en vertu de la Constitution qu'en vertu de l'article 282 du Code pénal de la Fédération de Russie. Ce crime est un manque de respect et une incitation à la haine interrégionale et interconfessionnelle.* » Rappelons que, pendant la guerre en Tchétchénie, Poutine voulait poursuivre les terroristes islamistes jusque dans les chiottes et que son opération spéciale en Ukraine ne brille pas par son respect des droits de l'homme les plus fondamentaux. Et que la Suède postule pour entrer dans l'Otan. Un blasphème de plus contre la Constitution de la Russie, probablement. Riss

ALOHA

UN DÉLINQUANT DÉJÀ CONDAMNÉ neuf fois et qui alimente depuis des années la chronique judiciaire tahitienne a été mis en examen le 23 juin en raison de la dérive sectaire de son association, Tahoe Te Aroha. Il s'agit d'un ancien gendarme, Georges Pater, et deux femmes considérées comme ses complices. Ils ont été convaincus d'abus de faiblesse sur deux jeunes femmes de Moorea, sur lesquelles le pseudo-guérisseur exerçait une « *emprise mentale ayant provoqué un changement psychologique et physique* ». Pater proposait de la « médecine intégrative », des cours de méditation et encaissait les reconnaissances de dette. Son produit d'appel ? La création d'une « communauté autochtone maorie » utilisant la « médecine ancestrale polynésienne ». J.-Y. Camus

MAMANS POUR LE FÜHRER

LES AMÉRICAINS NE SONT PAS à un paradoxe près. Depuis 2021 essaient dans tout le pays des groupes nommés Moms for Liberty, groupes qui rassemblent des mères de famille dont le seul but est de contrôler ce que lisent leurs enfants à l'école. Bien que les Moms for Liberty comptent en leur sein de nombreux membres juifs, dont une présidente de section, et qu'elles aient publiquement soutenu les juifs orthodoxes qui ne respectaient pas les règles de laïcité à l'école, elles sont responsables d'avoir fait retirer le *Journal* d'Anne Frank des établissements scolaires. Pis, la semaine dernière, leur newsletter commençait fièrement par...

ChatGPT à la plage



Cet été, chaque semaine, apprenez le langage des machines, pour pouvoir enfin leur couper la parole.

1. PARLEZ-VOUS PYTHON ?

YANN DIENER

À longueur de journée, nous entendons parler d'intelligence artificielle et de robots de conversation, mais nous ne savons pas comment marchent ces machines. Les chatbots vont envahir notre vie quotidienne, alors autant savoir comment ils fonctionnent : cet été, Charlie regarde sous le capot de ChatGPT et d'autres robots de conversation, pour savoir précisément ce qu'ils font subir à la parole – et ça ne sera pas toujours très joli.

Ces technologies diffusent un vocabulaire qui nous déshumanise chaque jour un peu plus, en nous réduisant à des instruments de communication. Pour pouvoir repérer ces mots informatisés nichés dans le discours courant, j'ai commencé à m'initier au langage Python, qui sert à programmer les intelligences artificielles. Je vais vous raconter ce que j'apprends en découvrant toutes ces fonctions. Guido van Rossum, le développeur qui a conçu le langage Python, l'a nommé ainsi parce qu'il est fan des films des Monty Python. Mais les ordinateurs n'ont pas ce goût de l'absurde ; ils prennent tout à la lettre et ne marchent qu'avec des instructions : ils bloquent à la moindre équivoque.

Nous débutons cette semaine ce « (Monty) Python en 10 leçons ». Pour commencer : savez-vous quelle est la première tâche exécutée par un algorithme comme ChatGPT quand vous lui posez une question ? Il vous découpe en petits morceaux. Quand vous lui formulez une requête, il commence par la hacher menu, le plus souvent en mots, en syllabes ou en caractères : il en fait des *tokens* (« jetons »), en leur attribuant une valeur. Ça s'appelle la « tokenisation », et ça donne une suite d'unités sémantiques

Les mains dans le cambouis

manipulables (mettre les phrases en pièces, moi, ça me fout un peu les jetons). C'est une des premières instructions que l'on donne à un robot de conversation : en Python, ça se traduit par cette ligne de code, que je dois écrire pour lancer une opération de *tokenisation* : « `from nltk.tokenize import word_tokenize` ». Si j'écris « `word_tokenize("trouve-moi un titre amusant pour une série sur l'IA dans Charlie")` », Python s'exécute aussitôt, et saucissonne la phrase entre guillemets.

C'est un préalable pour que le robot puisse lancer une analyse sémantique, et tenter de déterminer le contexte de la requête, pour ensuite pouvoir composer une réponse avec des bouts de la question. Ça me fait penser à Frankenstein. Pas au monstre, mais à son créateur, Victor Frankenstein, qui avait conçu sa créature en rabotant des morceaux de cadavres. Quel rapport avec les robots de conversation ? me direz-vous. Le grand linguiste Roman Jakobson soutenait que si l'on évacue sa fonction poétique, « la langue est un cadavre ». C'est bien ce qui se passe aujourd'hui : en mettant tout le paquet sur la fonction de communication, on veut des machines pour communiquer toujours plus vite et plus loin ; et ce faisant, on écrase la fonction poétique du langage. Nos robots numériques n'ont alors plus qu'à prélever des morceaux sur ce cadavre encore chaud. Je vous avais prévenus : l'envers de l'IA, c'est plutôt hardcore.

Après avoir appris à parler, en découvrant que les mots servent aux hommes à exprimer des affects, après avoir entendu la différence entre un signifiant et un signifié, la créature de Victor Frankenstein avait très vite manifesté le désir de s'émanciper. Le monstre avait eu envie d'apprendre à lire, il s'était débrouillé pour accéder à une bibliothèque, il voulait s'instruire, et apprendre plusieurs langues. Un peu comme Bard, le robot conversationnel de Google, qui s'est mis spontanément à apprendre un dialecte rare du swahili, au grand étonnement de ses concepteurs.

En 1895, Freud s'était aperçu que le cerveau est une machine à rêver ; et que la parole se révèle au niveau le plus élémentaire, le plus inconscient. C'est en commentant cette trouvaille que Lacan disait, en janvier 1955 : « La machine incarne l'activité symbolique la plus radicale chez l'homme, et elle était nécessaire pour que les questions se posent au niveau où nous nous les posons. » En mettant les mains dans le cambouis, en apprenant leurs langages, nous verrons si les machines d'aujourd'hui peuvent nous aider à nous poser des questions, ou si elles nous servent à les évacuer. ●

1. Si vous voulez faire les travaux pratiques cet été et construire pas à pas votre propre chatbot, vous pouvez commencer par installer l'environnement Python sur votre ordinateur ou votre smartphone, en allant ici : python.org/downloads

La semaine prochaine : que veulent dire les lettres G, P, T ?

OÙ RECASER WAGNER ?



LA FRANCE SE DÉCARBONE



VIOLENCES URBAINES LES CONSEILS DE L'IRAN À LA FRANCE



JOURNAL DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

TOUT-À-L'ÉGOUT

PAR MANQUE DE MOYENS, les autorités nord-irlandaises doivent faire des économies. Le département des Infrastructures, en charge de l'aménagement du territoire, propose donc de mettre à l'arrêt les usines de retraitement de l'eau et de rejeter les eaux usées dans les rivières ou dans la mer. De quoi augmenter plus que sérieusement les risques de pollution dans le pays et aux alentours. Et accessoirement d'avoir des répercussions très inquiétantes sur la santé de la population ou encore pour les activités agricoles et industrielles. **P. Chesnet**

ÉCO-TERRORISTE

EN BELGIQUE, il faut parler d'écologie aux enfants... mais pas trop. Un professeur de géographie l'a appris à ses dépens et a été renvoyé d'un collège pour avoir adapté le programme scolaire aux enjeux climatiques, jugeant les attentes officielles « dépassées ». Entre autres fautes, il a parlé à ses élèves des voitures électriques, sur la thématique : « Comment rouler demain ? » Pire, peut-être même a-t-il évoqué le trou dans la couche d'ozone... **C. Renault**

GUERRE DU FEU

FIN JUIN, le gouvernement mexicain a dénombré 112 morts causées directement par les températures extrêmes qui ont frappé le pays pendant plusieurs jours. Sans compter 1 559 cas de malaises et autres dommages subis par les habitants du fait de cette canicule, comme les cas de déshydratation. 73,2 % de ces troubles touchent les plus de 65 ans. Quelles mesures le gouvernement mexicain a-t-il préconisées pour protéger ses citoyens d'une telle chaleur ? Faire tourner les ventilateurs et rester dans des endroits frais. Autant pisser dans un violon. Face au réchauffement climatique, personne n'a rien prévu, à part retourner vivre dans les grottes des hommes de

Cro-Magnon, à la fraîcheur millénaire. Réservez dès maintenant vos places, il n'y en aura pas pour tout le monde. **Riss**

SOULÈVEMENTS DE LA TERRE AFRICAINE

LORS DE LA CONFÉRENCE des ministres de l'Agriculture de l'Union africaine et de l'Union européenne, organisée le 30 juin à Rome, le porte-parole de la Convergence mondiale des luttes pour la terre et l'eau en Afrique de l'Ouest, Massa Koné, a rappelé les problèmes de l'agriculture africaine. D'abord celui du foncier et la difficulté des communautés locales pour protéger leurs terres de la prédation d'investisseurs privés. Puis la dépendance des paysans africains vis-à-vis des semences vendues par les multinationales. Enfin, la promotion de l'agroécologie et l'abandon du modèle agricole industriel. Ainsi, au Burkina Faso, 4100 tonnes de pesticides et 11 millions de litres d'herbicides ont été lancés sur des terres agricoles, dont 400 000 ha deviennent inexploitable chaque année. Ceux qui, en Europe, tiennent ce discours sont traités d'écoterroristes. Les paysans africains qui aimeraient une agriculture moins industrielle mais plus humaine doivent faire gaffe : la milice Wagner s'occupera de faire taire les plus écolos d'entre eux. **R.**

INSPECTEUR LA BAVURE

QUI AURAIT CRU QU'UNE BARBE amènerait à trente-six heures de garde à vue ? C'est la fâcheuse histoire qui est arrivée le 20 juin dernier à Félix Blanc, militant EELV. La police lui reprochait d'avoir participé à des dégradations sur un site de Lafarge en décembre, après l'avoir identifié sur une photo. Problème : le militant se trouvait ce jour-là à une fête de famille... et, contrairement à l'homme sur la photo, barbu comme lui, ne sort jamais sans ses lunettes. On conseille aux enquêteurs qui l'ont arrêté de faire de même. **M. Lom**

Une bouffée d'oxygène

CE QUI VA CRAMER dans les chaudières

FABRICE NICOLINO

Si on ne sait pas où ils s'arrêteront, c'est parce qu'ils ne s'arrêteront pas. D'où l'invention, providentielle pour eux, de l'expression « développement durable ». Qui n'a jamais signifié qu'une chose : un développement appelé à durer. Jusqu'au bout. Leur dernière invention, saisissante, s'appelle combustibles solides de récupération (CSR).

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), que l'on croyait – paresseusement, il est vrai – au service de l'avenir (voir l'encadré), va claquer 600 millions d'euros d'argent public – le nôtre – pour soutenir l'achat de chaudières utilisant les CSR. Faisons durer le suspense, et tournons-nous vers la Fédération nationale des activités de la dépollution et de l'environnement (Fnade), qui se présente comme « un acteur incontournable de la filière déchet ».

C'est bien entendu le lobby industriel des déchets, qui compte un grand nombre de syndicats professionnels, parmi lesquels le Syndicat national des activités du déchet, le Syndicat des professionnels du recyclage par valorisation agronomique, le Syndicat national des concepteurs et constructeurs

des industries du déchet et de l'environnement, etc. On en mangerait, pas vrai ?

La merde de la merde

De tels acteurs du bien public ont de belles propositions à offrir, car « face à l'ampleur des défis climatiques et environnementaux, accélérer le développement de l'économie circulaire et de la valorisation des déchets est incontournable ».

Si l'on a l'impression d'avoir lu cela mille fois, c'est que ces gens radotent en chœur, souvent « conseillés » par les mêmes agences de pub. Les promesses sont du genre « réduire de 15 % les déchets ménagers et assimilés, de 5 % les déchets des activités économiques », « valoriser sous forme de matières 65 % des déchets non inertes non dangereux », « tendre vers 100 % de plastiques recyclés ».

Est-ce sérieux ? Très, puisqu'il n'est question, sous les apparences, que de fric. Retour aux CSR, dont la Fnade nous dit qu'ils « sont élaborés à partir des refus de centres de tri et de centres de traitement (non valorisables sous forme de matières) ». Ne cherchons pas plus loin, c'est la merde de la merde, qu'il s'agit donc de cramer dans des chaudières financées par l'impôt, via l'Ademe. Une étude, payée en partie par cette dernière, en partie par la Fnade, note gentiment que « les CSR – combustibles solides de récupération – constituent un combustible alternatif aux énergies fossiles ».

Et voilà le moment que le lecteur attendait avec fièvre : qu'est-ce que c'est, à la vérité ? Eh ben, ce n'est pas si clair.

Le nucléaire repart pour l'éternité

Le temps des grandes manœuvres et du billard à trois bandes. Un, le lobby nucléaire est sur le pont, réclamant un « plan Marshall » permettant de créer 100 000 emplois dans le secteur en dix ans¹. Macron lui a donné des ailes en annonçant en février 2022 : « Il nous faut reprendre le fil de la grande aventure du nucléaire civil en France. » Au programme, la construction de six réacteurs du type EPR d'ici à 2050 et le lancement d'études pour huit autres. Dans le meilleur des cas, le premier pourrait voir le jour en 2035. Deux, l'Allemagne fait de la résistance et, pour l'heure, tente d'empêcher la France de contourner les règles européennes. En l'état, ces dernières interdisent à Paris des aides d'État au nucléaire, sans lesquelles, au vu des énormes investissements nécessaires, le nucléaire ne s'en

sortira pas. Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et matamore, le 8 juin : « Tous ceux qui pensent qu'ils pourraient faire reculer la France sur l'énergie nucléaire par quelque moyen que ce soit se trompent lourdement, nous ne céderons jamais sur l'indépendance de la France. » Ah mais. Trois, comment faire tenir les vieux réacteurs ? Ce n'est pas un mince problème. Les centrales nucléaires étaient prévues pour durer au moins trente ans. Puis on leur a accordé quarante ans, cinquante ans, et voilà qu'EDF réclame soixante ans. L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) rechigne, mais l'enjeu est vital, car sans cela, et dans l'attente de ses beaux EPR, la France nucléaire s'écroulera comme un château de cartes. Un scénario de toute beauté. F. N.

1. tinyurl.com/4wwbae6

La seule définition disponible³ assure que les CSR contiennent « huiles usagées, pneus usés, sous-produits alimentaires (graisses, farines animales, etc.), solvants usagés, déchets de viscosité et de bois, boues d'épuration, fractions hautement calorifiques issues du traitement mécanobiologique (TMB) et/ou mécanophysique (TMP) et des fractions légères issues de déchiqueteuses (par exemple de véhicules usagés, d'équipements électriques et électroniques (DEEE)... ou des fractions calorifiques de déchets ménagers et commerciaux ». Attention, pas de panique. Pas encore. Ces gens avancent à pas feutrés, et ils n'obtiendront pas de sitôt l'usage des CSR dans les chaudières individuelles. Pour l'heure, ils sont destinés aux cimenteries ou aux chaudières industrielles. Mais ils sont déjà vendus sous la forme de briquettes ou de pellets, ce qui ne peut manquer d'alarmer. Demain ? La réglementation, qui s'en tient au mercure et au chlore, est grotesque. Toutes les autres molécules ont disparu.

Une pointe de paranoïa : pourquoi parle-t-on désormais d'interdire les nouvelles chaudières à gaz, dans des conditions effarantes⁴ ? EDF est-elle à la manœuvre ? Possible, car remplacer 12 millions de chaudières à gaz, cela « augmentera fortement la pointe électrique en hiver et nécessitera 10 gigawatts de plus en 2035, soit l'équivalent de 10 réacteurs nucléaires supplémentaires⁴ ». Même le chauffage au bois est dans le collimateur. Mais pas les CSR, pardieu. ●

1. fnade.org/fr/fnade

2. fnade.org/ressources/documents/1/229,POSITION-FNADE-CSR-VF2.pdf

3. fr.wikipedia.org/wiki/Combustible_solide_de_r%C3%A9cup%C3%A9ration

4. quechoisir.org/actualite-interdiction-des-chaudieres-a-gaz-le-gouvernement-pourrait-penaliser-40-des-menages-n108178

L'ADEME, grandeur et surtout décadence

Comment une telle dégénérescence a-t-elle été possible (voir l'article principal) ? L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) est née sur les ruines d'une vraie agence publique, créée en 1982, l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME). Les socialos de 1981 avaient laissé du mou à des gens formidables. Le premier directeur, Bernard Laponche, déclarait en avril 1982 : « La discussion [doit avoir] lieu non plus seulement entre technocrates qui connaissent la question, mais entre usagers qui utilisent l'énergie. » Benjamin Dessus, directeur des services techniques, travaillait dès les années 1970 sur une centrale... solaire, Thémis.

Et puis les socialos sont redevenus ce qu'ils ont toujours été, et puis la droite est revenue au pouvoir, et l'on n'a plus jamais entendu parler de courage politique. Le premier président de l'Ademe s'appelait Michel Mousel, ancien du PSU, et le poste a été refile au gré des alternances. À la fin de 2022, Macron a nommé le maire Les Républicains – un cadeau pour un fromage – de Charleville-Mézières, Boris Ravignon. Le job devait être confirmé par le Parlement, qui, fait rarissime, a envoyé bouler Ravignon en avril. Il n'y a plus de pilote dans l'avion, sauf bien entendu le lobby.

L'Ademe va donc refile 600 millions d'euros aux chaudières CSR sur quatre ans. C'est énorme ! De tout autres choix étaient possibles, mais l'Ademe se glorifie sur son site des partenariats noués avec l'industrie et les centres techniques industriels. Visiblement, ça marche. À Béziers, une toute nouvelle chaudière CSR, financée par l'Ademe, devrait brûler 45 000 tonnes de plastiques divers et variés en 2030. Cauteleuse comme il se doit, oubliant tout le reste, l'Ademe présente ainsi les CSR : « Les CSR contiennent une part variable de composants biogènes comme le papier, le carton ou le bois selon les déchets d'origine. Cette fraction de déchets est considérée comme neutre en CO₂ et, donc, constitue une source d'énergie renouvelable⁵. » Ah, les bandits ! F. N.

1. expertises.ademe.fr/economie-circulaire/dechets/passer-a-l'action/valorisation-energetique/dossier/combustibles-solides-recuperation/utilisation-combustibles-solides-recuperation

« La crise climatique était annoncée, mais avec le réchauffement global, on entre maintenant dans un territoire inexploré. Les températures ont atteint des niveaux record sur une grande partie de la planète. »
Irish Times, 19/6/2023



Charlie Enquête

Mis en place en 2019, le dispositif écocontribution est un fonds de 10 millions d'euros reversés chaque année par l'État aux fédérations de chasseurs. L'objectif : financer « des actions concourant directement à la protection et à la reconquête de la biodiversité ». Pourtant, les 756 projets que *Charlie Hebdo* a consultés n'ont souvent rien à voir avec le but annoncé. Pire : beaucoup servent uniquement à défendre les intérêts cynégétiques.

ALEXIS DA SILVA

CHAPITRE 1 : MERCI MACRON !

Parce qu'il veut être « le candidat des territoires » et que la chasse est « un mode de vie » qui « fait partie de l'identité française », Emmanuel Macron ne pouvait sécher le congrès annuel de la puissante Fédération nationale des chasseurs (FNC). En ce mois de mars 2017, celui qui n'est pas encore président de la République joue de sa pseudo-proximité avec le monde rural – « Je viens d'une terre picarde, où il y a beaucoup de chasseurs, donc je connais cela de près » – pour séduire les 1,1 million de personnes qui tuent des animaux pour leur « loisir ». Cette idylle, encore balbutiante, prend une tournure plus officielle trois mois plus tard, lorsque Macron décide de sceller un pacte avec Willy Schraen, le président de la FNC. Au programme : 30 mesures, dont la réduction du prix du permis de chasse de 400 à 200 euros, ainsi que la création d'une « Agence française pour la biodiversité revue et corrigée », avec l'intégration de la FNC. Nommée Office français de la biodiversité (OFB), cette nouvelle entité lancée en juillet 2019 doit notamment gérer l'écocontribution, un fonds de 10 millions d'euros reversés chaque année par l'État aux fédérations de chasseurs, pour mener des « actions concourant directement à la protection et à la reconquête de la biodiversité ».

« Ce dispositif repose sur une contradiction, puisqu'on demande à ceux dont la vocation première n'est pas de défendre la biodiversité de le faire », résume à *Charlie Hebdo* Aymeric Caron, député LFI très engagé sur cette question. En ce qui concerne les 12 associations de protection de l'environnement et membres de l'OFB que nous avons interrogés, le constat est quasi le même : cet argent ne serait rien d'autre qu'un cadeau pour les chasseurs, plus occupés à préserver leurs propres intérêts qu'à s'acquitter de cette mission de service public. *Charlie Hebdo* a voulu vérifier, en décortiquant les 756 projets financés par l'écocontribution. Entre qualité médiocre, actions éloignées de la biodiversité ou carrément cynégétiques (qui concernent la chasse), l'expérience n'a pas été de tout repos.



« ÉCOCONTRIBUTION » 10 millions d'euros par an



CHAPITRE 2 : PETIT PLOMB ET LANGUE DE BOIS

Au départ, on se demande si les documents reçus sont réellement complets, car ce qui frappe lorsqu'on examine de plus près les actions financées par l'écocontribution, c'est l'extrême flou qui entoure la plupart des descriptifs. Durant la période 2019-2020, la Fédération régionale des chasseurs de Normandie a ainsi bénéficié de 175 000 euros pour élaborer un « schéma régional de contribution des acteurs cynégétiques à la gestion de la faune sauvage et de la biodiversité ». Intrigués, nous avons interrogé la FNC pour obtenir des précisions. À la lecture de la réponse – « l'objectif était de mettre en place un pôle de compétence Faune sauvage, Territoire et Biodiversité pour créer à travers des partenariats des projets régionaux pour la protection de la nature » –, on comprend rapidement qu'on n'aura pas beaucoup plus d'informations...

Deuxième tentative, cette fois auprès de la Fédération des chasseurs du Centre-Val de Loire. En 2021-2022, celle-ci a reçu 108 664 euros de l'État pour « définir une stratégie régionale de sensibilisation à la préservation de la nature adaptée au contexte local ». Le but ? « Réfléchir à des outils communs avec l'ensemble des animateurs nature des fédérations, les concevoir et les réaliser afin qu'ils puissent être mis à disposition des mêmes animateurs pour les utiliser lors de leurs animations. » Sur ce projet, la FNC nous précise que cette somme très importante a été utilisée pour acheter 274 empreintes de pattes, moulages de crânes et tables de lecture sur les végétaux, ainsi que pour concevoir un livret sur la faune sauvage de la région. On aurait vraiment aimé voir le résultat, mais aucune pièce jointe ne figurait dans le mail...

En revanche, d'autres projets sont beaucoup plus explicites. Du moins concernant leur intention de défendre les intérêts des chasseurs, tant du point de vue de leur pratique que de leurs biens matériels. Ainsi, des travaux de conservation et d'aménagement ont été effectués en 2019 au domaine des Sallards, une propriété de 70 ha de la Fédération des chasseurs de l'Allier. Coût total de l'opération, qui vise aussi à réaliser des

inventaires floristiques et faunistiques sur le domaine (ouf !) : 50 666 euros. En 2022, l'écocontribution a également financé une « valorisation et préservation de cinq propriétés » appartenant à la Fédération des chasseurs de la Charente-Maritime, à hauteur de 41 908 euros. La même année, l'antenne d'Occitanie, elle, a bénéficié de 127 410 euros pour poursuivre des actions « en faveur du maintien d'activités cynégétiques compatibles avec les enjeux de conservation du patrimoine naturel ».

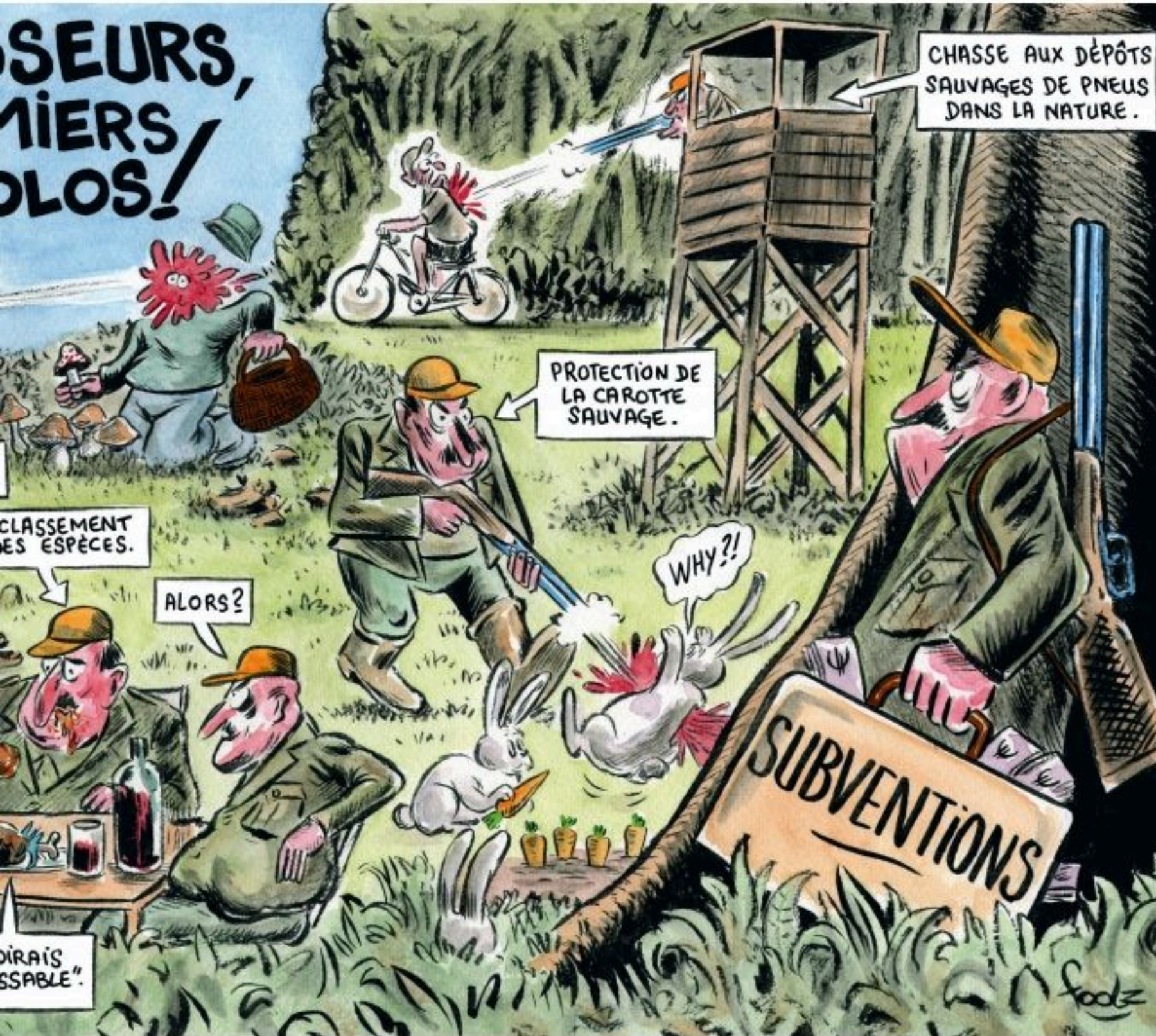
Et les animaux, dans tout cela ? En 2019, près de 23 000 euros ont été dépensés pour définir des critères destinés à déterminer l'âge et le sexe des vanneaux huppés, une espèce d'oiseaux classée vulnérable par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Or « ces critères sont connus scientifiquement depuis des décennies », observe l'ornithologue Frédéric Jiguet, dans un article d'*Alternatives économiques* publié en 2021. Pourquoi, alors, financer un tel projet ? Le site J'aime la chasse donne une piste : « Bien que les effectifs soient en baisse, interdire la chasse de cet oiseau serait contre-productif puisque seuls les chasseurs se soucient d'améliorer l'habitat du vanneau. Il est donc très important de collecter des informations sur les populations, telles que l'âge et le sex-ratio. Si aucune donnée scientifique n'est récoltée, la chasse ne pourra perdurer. » Le but n'est donc pas de « gérer » la biodiversité, mais de continuer à la flinguer.

CHAPITRE 3 : LES CHASSEURS, - PREMIERS ÉCOLOGISTES DE FRANCE -

En 2018, les chasseurs décident d'investir dans la communication pour changer leur image. Des affiches dans le métro, une bande-son diffusée dans 850 radios locales, et même une vidéo sur les réseaux sociaux, où les verbes « découvrir », « étudier », « protéger » – mais jamais « chasser » – défilent sur fond de couchers de soleil. Dans le cadre de l'écocontribution, cette stratégie se matérialise en une centaine de projets de sensibilisation à la nature, destinés au grand public ou aux établissements scolaires. « Nous, les

N) POUR LA CHASSE

in pour flinguer la nature



chasseurs, nous sommes les premiers écologistes de France, alors soyons-le partout, dans toutes nos compétences. L'écocontribution doit être la première pierre d'un développement des structures cynégétiques à vocation scientifique et environnementale. C'est grâce à cela que nous deviendrons les premiers experts de la nature, mais aussi les premiers porteurs de compétence dans le suivi permanent de l'État sur la biodiversité», théorise Willy Schraen, le patron de la FNC, dans son ouvrage *Un chasseur en campagne*. Un peu plus loin, ce dernier s'attaque directement à ses «adversaires»: «Évidemment ça "hurle" dans les associations écologistes diverses et variées qui nous soupçonnent de vouloir leur manger la laine sur le dos! Eh bien elles ont raison d'avoir peur, parce que c'est ce que nous allons faire demain.»

Illustration : en 2019, 46666 euros ont été donnés à la Fédération des chasseurs du Lot-et-Garonne pour «créer un pôle départemental d'éducation à la préservation de la biodiversité des campagnes et des forêts, en lien avec les pratiques cynégétiques [comme c'est étonnant] et avec les activités socio-économiques [...]». La même année, un projet d'éducation à la nature et au développement durable dans les établissements scolaires d'Île-de-France a reçu une enveloppe de 111928 euros. En 2022, des actions similaires ont été financées à hauteur de 190463 euros. Au total, 582 animations ont été dispensées dans les classes, touchant 13000 élèves. Avant l'écocontribution, ces interventions plafonnaient à 20 par an... Interrogé sur leur contenu exact, Arnaud Steil, directeur général de la Fédération régionale des chasseurs d'Île-de-France, assure : «Nous ne faisons aucun prosélytisme pro-chasse. Le but est simplement de faire prendre conscience aux enfants de la richesse des espèces qui les entourent, et les enseignants qui nous sollicitent sont extrêmement satisfaits.»

Les associations de protection de l'environnement, elles, ne sont pas convaincues par ces arguments. En février 2021, neuf d'entre elles ont sollicité Barbara Pompili, alors ministre de la Transition écologique, pour lui demander de «diligenter une enquête parlementaire neutre sur l'utilisation de l'écocontribution»,

notamment concernant ces projets menés dans les écoles. «Selon nous, il y a une volonté d'infiltrer les établissements scolaires pour donner une image positive de la chasse et recruter plus tard ces jeunes», dénonce auprès de Charlie Richard Holding, membre de l'Association pour la protection des animaux sauvages (Aspas). Ainsi, en 2021, la Fédération départementale des chasseurs de l'Aude a obtenu 10827 euros d'écocontribution pour mettre en place une «option connaissance de la faune sauvage et ses habitats et gestion cynégétique au baccalauréat dans les lycées agricoles Saint-Joseph de Limoux et Pierre-Paul-Riquet de Castelnaudary». Si le premier a refusé de répondre à nos questions, le second établissement, qui est public, précise là encore – et contrairement à ce que laisse entendre l'énoncé de l'option – que le but n'est pas de défendre la chasse. «C'est un enseignement qui vise à avoir une autre approche du vivant. Comme 75% de nos élèves sont issus du monde rural, beaucoup s'intéressent à la faune et la flore, et l'option répond à cette demande», expose le proviseur, François-Xavier Lugand, qui ne donne pas plus de détails, si ce n'est que des sorties encadrées par un chasseur sont organisées pour «étudier les écosystèmes». Avec un fusil à lunette, c'est vrai qu'on les voit mieux.

Les adultes peuvent aussi être concernés par des actions de «sensibilisation». En 2022 et 2023, l'État a financé deux opérations de collecte de déchets sur des espaces naturels, pour un montant de 47797 euros. En off, un cadre de l'OFB pointe l'arnaque : «Ces actions, on ne devrait plus les financer! Non seulement les chasseurs nous demandent des sommes exorbitantes, mais surtout, des tas d'associations font déjà cela gratuitement, sans aucune subvention de l'État.»

CHAPITRE 4 : L'OFB PRIS AU PIÈGE

Au sein de l'OFB, les critiques contre l'écocontribution sont nombreuses, mais le sujet est tellement tabou – l'organisme est sous la tutelle des ministères de la Transition écologique et de l'Agriculture – que bien peu osent prendre la parole ouvertement. Le 18 novembre 2021, le conseil scientifique (CS) de l'OFB a

cependant ouvert une brèche, en publiant un rapport dans lequel les experts s'alarmaient de la «mauvaise qualité» des projets financés, mais aussi «du manque d'information présent dans les dossiers, rendant toute évaluation très difficile». «Il y avait un immense décalage entre les sommes dépensées et le contenu des dossiers examinés, qui était très modeste, voire discutable sur le plan scientifique», souligne Philippe Grandcolas, écologue, membre du CS. «En réalité, l'organisme est pris en tenailles : même si on voulait être plus exigeants dans la sélection des projets, on ne pourrait pas, car l'écocontribution est due aux chasseurs du fait de la loi», explique un des cadres de l'OFB. Pour trois membres de la commission des interventions (CDI) – l'organe chargé, au sein de l'OFB, de voter les projets –, le sentiment d'être une simple chambre d'enregistrement est en effet très présent. «Ces 10 millions d'euros sont clairement un cadeau fait aux chasseurs, d'autant qu'on a peu de temps pour examiner les dossiers. On en reçoit 40 ou 50, parfois seulement cinq jours avant l'ouverture de la séance!» déplore Jean-David Abel, représentant de l'association France Nature Environnement au sein de la CDI.

Interrogé sur ce sujet, l'OFB dit avoir pris en compte le rapport du conseil scientifique, et assure que la nouvelle convention-cadre qui renouvelle jusqu'en 2026 le dispositif écocontribution est plus «précise et exigeante». «Désormais, aucun projet à finalité purement cynégétique sur des espèces chassables n'est soutenu par l'OFB», indique l'office. Dans le dernier procès-verbal de la CDI, datant de mai 2023, que Charlie Hebdo a consulté, on apprend toutefois que sur les 57 dossiers de la FNC, 31 nécessitent «des modifications ou précisions substantielles» pour être validés, et trois ont été jugés non acceptables. Certains projets posent par ailleurs toujours question, à l'instar de cette «amélioration des connaissances sur la barge à queue noire et sur un cortège d'oiseaux d'eau», financée à hauteur de 15260 euros. «La barge à queue noire est classée sur la liste rouge des espèces menacées de l'UICN. Les chasseurs vont probablement faire leur propre étude scientifique pour montrer que l'espèce ne va pas si mal, et ainsi pouvoir la rechasser», subodore Richard Holding.

Reste un autre gros problème selon les salariés de l'OFB interrogés par Charlie Hebdo : le manque de retour sur l'ensemble des projets mis en œuvre depuis 2019. «On commence à peine à recevoir les bilans des premières vagues d'actions financées, et le Covid-19 a encore décalé notre agenda», regrette une responsable de l'OFB. Alertée sur la situation, la Cour des comptes travaille actuellement à l'élaboration d'un rapport, selon nos informations. Des citoyens, aussi, aimeraient être informés des résultats de l'usage de cet argent public. Car la nouvelle convention-cadre précise bien que «les parties conviennent que [les] données recueillies et résultats produits [soient] intégralement communiqués, dès achèvement du projet et de façon systématique, à l'OFB et [soient], dans l'intérêt général, rendus accessibles au public [...]». Alexandre et Maxime Renahy, fondateurs du média d'investigation en ligne Lanceur d'alerte, ont justement fait cette demande auprès de l'OFB et de la FNC. «Tous les deux ont refusé de nous transmettre les éléments comptables et les copies des factures correspondant aux dépenses des chasseurs relatives à l'écocontribution», relatent-ils. Après avoir saisi la Commission d'accès aux documents administratifs (Cada), qui a rendu deux avis favorables à leur demande, en février et en mai 2023, les deux hommes sont actuellement en cours de procédure judiciaire au tribunal administratif. «C'est la première fois que nous nous heurtons à un tel niveau d'opacité», concluent-ils. Une phrase qu'on aurait pu également écrire. ●



Charlie Entretien



On a eu chaud ! À rebours de l'avis de son rapporteur public, le Conseil d'État s'est prononcé, jeudi 29 juin, contre l'abrogation de l'article 1 du règlement de la Fédération française de football (FFF), qui exige une tenue neutre pour les joueurs

et joueuses de foot. Abrogation demandée par le collectif de footballeuses voilées Les Hijabeuses. Frédéric Thiriez, ancien président de la Ligue de football professionnel et avocat, qui représentait la Ligue du droit international des femmes devant le Conseil, fermement opposé au port du hijab dans le sport, nous explique la portée de la décision et rappelle l'offensive islamiste à l'œuvre.

CHARLIE HEBDO : Le Conseil d'État a rappelé jeudi dernier le droit des clubs de foot à interdire le hijab sur le terrain. Alors, heureux ?

Frédéric Thiriez : Et comment ! D'autant qu'il y avait du suspense avec la position du rapporteur public, qui s'est prononcé en faveur de l'abrogation de l'article 1 du règlement de la FFF, qui pose cette obligation de neutralité pour les joueurs. Ce que proposait le rapporteur public, c'était d'enlever le passage de cette disposition qui demande de ne pas porter de signes religieux, politiques ou syndicaux. Si le Conseil l'avait suivi, on aurait non seulement autorisé le voile islamique sur le terrain, mais la kippa, le turban des sikhs, voire les slogans politiques. Imagine-t-on un joueur avec un signe du Rassemblement national ou un slogan contre la réforme des retraites ?

Est-ce une décision importante ?

C'est un grand arrêt. Pour la première fois, il reconnaît une valeur juridique au principe de neutralité du sport. Ce n'était pas du tout évident, car le Conseil d'État reconnaît la neutralité du service public, qui ne s'impose qu'aux fonctionnaires et non pas à ses usagers. Ce que fait l'arrêt du Conseil d'État, c'est qu'il reconnaît le droit, comme je l'avais d'ailleurs demandé, aux fédérations, qui disposent d'un pouvoir réglementaire propre, d'imposer une tenue qui soit neutre au regard des opinions religieuses, politiques ou syndicales. Cette neutralité, elle figure dans les grands textes fondateurs de l'olympisme – l'article 50.2 de la Charte olympique interdit justement toute manifestation d'opinion. Ce

principe est désormais consacré dans le droit interne.

FRÉDÉRIC THIRIEZ

« Ce qu'il faut comprendre, c'est que Les Hijabeuses ne sont pas seules à la manœuvre »

C'est une victoire pour le sport, donc ?

C'est une victoire pour le mouvement sportif, une consécration de son autonomie, et j'y tiens en tant qu'ancien dirigeant du football européen. Les fédérations sportives ne sont pas des services de l'État, le sport n'a pas attendu l'État pour s'organiser, d'ailleurs.

Mais ce n'est pas seulement une victoire pour le sport, c'est aussi une victoire pour les femmes, un sujet qui me tient à cœur puisque je défendais la Ligue du droit international des femmes. Qu'on le veuille ou non, le voile islamique n'est pas un simple morceau de tissu comme les autres. C'est un signe ostensible d'appartenance religieuse, mais c'est aussi un signe de ségrégation entre hommes et femmes, et un signe d'une soumission des femmes aux hommes. On rend le corps des femmes invisible, ce n'est pas tolérable, et c'est contraire à tous nos principes fondamentaux de non-discrimination, de dignité de la personne humaine. C'est un avertissement lancé à l'islamisme politique et à son offensive tous azimuts.

À les entendre, Les Hijabeuses ne demanderaient que la liberté de jouer au football comme elles l'entendent. C'est aussi comme ça qu'elles ont été présentées dans beaucoup de médias. Certains journaux ont même titré : « Ces jeunes femmes exclues du football ».

Il y a une extraordinaire naïveté d'un certain milieu intellectuel en France. Je vais vous dire ce que dit la secrétaire générale de la Ligue du droit international des femmes : « Vous voulez jouer au foot, les filles ? Eh bien jouez au foot ! »

Ce qu'il faut comprendre, c'est que Les Hijabeuses ne sont pas seules à la manœuvre. Derrière elles, on retrouve Alliance citoyenne, le même collectif qui pousse pour obtenir l'autorisation du burkini dans les piscines grenobloises. Un mouvement très bien organisé et très bien financé. Elles

ont répété à tous les médias : « Nous, tout ce qu'on veut, c'est jouer au foot, ce n'est pas politique ni religieux. » Pourtant, elles écrivent le contraire dans leur recours et revendiquent le droit de porter le voile en signe de leur foi religieuse. Qu'elles veulent jouer au foot, c'est très bien. Mais s'affilier à une fédération, c'est en respectant les règles. Non seulement elles ne les respectent pas, mais elles les contestent devant le Conseil d'État. Dans toute cette affaire, il y a un seul argument sérieux qu'elles ont proposé : interdire le foulard, c'est empêcher certaines filles d'accéder au sport. Mais dire ça, c'est placer ces filles-là dans une forme de liberté conditionnelle, être libres à condition d'être asservies par le voile. Nous devons défendre la liberté, pas la liberté conditionnelle.

J'ai atteint aujourd'hui un âge vénérable, assez pour vous dire que le contentieux relatif au port du voile islamique est tout récent. Pour le sport, ça remonte aux années 2000. Dans d'autres domaines, on peut remonter à la révolution islamique d'Iran de 1979. Il ne faut pas oublier qu'il y a une offensive très organisée et

récente de l'Iran et des monarchies du Golfe, qui visent toutes les strates de la société, et notamment le sport.

Est-ce en raison de cette offensive que la Fédération internationale de football (Fifa) a plié sur le sujet ?

Ça s'est passé en 2011, quand l'équipe iranienne de foot s'est présentée en Jordanie pour le match qualificatif des Jeux olympiques de Londres. Toutes les joueuses d'Iran étaient couvertes des pieds à la tête. Le règlement de la Fifa interdisait totalement les signes religieux, elles ont donc été exclues. Or, à l'époque, le vice-président de la Fifa, c'était le prince

Ali de Jordanie. Il a réussi à convaincre le comité exécutif qu'il ne fallait pas interdire le voile, parce que ce n'était pas un signe religieux, mais un signe culturel. La Fifa a plié en 2012 en disant que c'était un « couvre-chef ».

Voilà qui ressemble beaucoup à ce que certains disent de l'abaya, dont le port s'est propagé dans les écoles de France ces derniers mois.

C'est exactement la même stratégie que pour l'abaya, oui. En attendant, la Fifa a cédé et d'autres fédérations internationales ont suivi. Il faut dire bravo au foot français, qui a toujours tenu la ligne.

Cet arrêt suffira-t-il à bloquer les ardeurs des militants provoile, au moins un certain temps ?

On est tranquilles pour un moment, oui. Si le Conseil d'État avait annulé le texte fédéral, on aurait demandé une intervention du législateur, qui avait déjà failli se prononcer en 2011 pour interdire tous les signes religieux des terrains de sport en général. Mais le gouvernement s'y était opposé. Par cet arrêt, le Conseil dit : le mouvement sportif est apte à créer ses propres règles. La décision a été prise par deux chambres réunies, soit neuf magistrats, suivie d'un communiqué de presse. C'est donc un arrêt de principe qui sera pérenne.

Alors qu'ailleurs l'offensive continue...

Le terrain le plus menacé, c'est l'école. C'est extrêmement difficile pour les professeurs, qui rencontrent beaucoup de problèmes qui ne sont pas réglés. Les enseignants sont confrontés à des situations où ils ne savent pas quoi faire, avec des discussions byzantines. Dernière en date, vous en parlez : l'abaya, signe religieux ou culturel ? Je me mets à la place des équipes pédagogiques, c'est infernal. Quand j'étais jeune, j'ai eu ma période trotskiste. On nous enseignait ce grand classique de l'action révolutionnaire, le triptyque « provocation, répression, solidarité » : vous faites une provocation, comme jouer au foot avec un hijab par exemple, vous subissez la répression, l'arbitre vous exclut, en espérant créer une solidarité de la part de l'opinion publique. C'est une vieille stratégie bien connue.

Propos recueillis par Jean-Loup Adénor



MERCREDI 28 JUIN, L'ARTISTE RUSSE PIOTR PAVLENSKI ET SA COMPAGNE ALEXANDRA DE TADDEO ONT COMPARU DEVANT LA 17^E CHAMBRE CORRECTIIONNELLE DU TRIBUNAL DE PARIS POUR AVOIR DIFFUSÉ SUR LE WEB EN 2020 DES VIDÉOS INTIMES DU DÉPUTÉ ET PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT DE L'ÉPOQUE, BENJAMIN GRIVEAUX.

KERMESSE JUDICIAIRE

Après avoir fait poireauter le tribunal pendant une heure, les deux tocards prennent fièrement la parole.

Aujourd'hui aura lieu le jugement de mon huitième événement d'art politique!

Alexandra de Taddeo en profite pendant qu'elle est à la barre pour réciter un communiqué de presse sur la parution de son journal intime.

Je suis là pour parler de mon livre et de grands sentiments, d'amour...

Elle a reçu contre son gré les vidéos du sexe en érection de M. Griveaux.

Noémie Saidi-Cottier, avocate d'Alexandra de Taddeo.



Les témoins récitent à tour de rôle les vers de la pièce de Molière « Le Tartuffe ».

« Ah! si d'un tel refus vous êtes en courroux, que le cœur d'une femme est mal connu de vous! »

« Que le Ciel à jamais, par sat... sat... » J'ai oublié mon texte.



Mathilde Delannoy, comédienne, et Mathias Mégard, comédien qui a 24 ans de carrière.



Jenny Doussan et Carrie Pilito, deux historiennes d'art contemporain étrangères, sont venues témoigner.

Jey ney sais pas si jey vais comprendre les questions qui mey sont posey...



Ce procès fait partie intégrante de son art. Piotr Pavlenski teste les limites de l'État.

On ne se souviendra pas de vous comme d'une féministe, madame de Taddeo, mais comme d'une femme « au cul à faire bander un mort ».

Des connaissances du couple ont applaudi...



avant d'être virées par la présidente.

Marine Viegas, plaidoirie de l'une des avocates de Benjamin Griveaux.



La présidente s'agace:

Il s'agit d'un procès et non d'un spectacle!



UDINE



Le programme idéologique de Pavlenski c'est du Christine Boutin saupoudré de marxisme.

Richard Malka, plaidoirie de l'un des avocats de Benjamin Griveaux.

Pendant ce temps, muet, l'artiste fait parler son œuvre.

Dans le jacuzzi des ondes



20 000 LIEUES SOUS LES MERS

PHILIPPE LANÇON

Dans quelques jours, le *Michael Jackson* remontera en surface. Le sous-marin américain de redressement éthique (Smare), dont la construction a été financée par l'Organisation des Nations unies (ONU), effectue son premier voyage vers l'épave du *Titanic*. L'implosion du sous-marin *Titan*, voici quelques années, a conduit l'ONU à des contrôles renforcés sur l'état du submersible, sur sa capacité à affronter les grands fonds dans cette obscure région du monde. Les meilleurs experts ont éprouvé sa fiabilité. Il est essentiel que les passagers reviennent sains et saufs à la surface, pour des raisons qui ne sont pas celles de l'équipage d'*On a marché sur la Lune*. À bord de la fusée lunaire, il y avait des hommes destinés à rassurer l'humanité sur son destin. À l'exception, évidemment, du colonel Jorgen et de l'ingénieur Wolff, joueur compulsif et traître pascalien qui se rachète en se jetant dans les espaces infinis pour que les autres puissent survivre en bénéficiant de l'oxygène qu'il n'a pas consommé.

Les hommes qui sont à bord du *Michael Jackson*, mis à part le capitaine, le mécanicien, les trois gardes et la directrice de conscience, n'ont pas le même profil que l'équipage imaginé par Hergé. Il n'y a en effet, ici, que des méchants. Nommons-les : Donald Trump, Vladimir Poutine, Mohammed Ben Salman, Xi Jinping, Boris Johnson, Jair Bolsonaro, Nicolás Maduro, Abdel Fattah al-Burhan, Alexandre Loukachenko. La liste pourrait être beaucoup plus longue, mais, outre que le nombre de places était limité, ce n'est même pas un sous-marin nucléaire qu'il aurait fallu pour transporter vers le *Titanic* tous les nuisibles disposant d'un pouvoir : ce sont plusieurs escadres. Il n'y a aucun Français à bord. La Nupes avait pourtant exigé à grands cris que la présidente Le Pen et l'ancien président Macron fassent partie de la troupe, mais qui, à l'étranger, se soucie des cris de la Nupes? Un bon mot, attribué au secrétaire général de l'ONU, circulait dans les couloirs de l'ONU : « Les Français ont des méchants de petite taille. Or nous ne pratiquons pas le lancer de nains, même sous-marin. Une morale élémentaire nous l'interdit. »

Une méditation sur le pouvoir et sur le mal

Naturellement, aucun des passagers n'est volontaire. Comme aucun d'entre eux n'a jamais respecté les lois internationales ni admis le moindre idéal démocratique, il a fallu les enlever et les embarquer de force. Le sous-marin a été baptisé *Michael Jackson*, car un seul air, composé et chanté par cette star ambiguë et androgyne, accusée de pédophilie et de plagiat, y tourne en boucle et à fond : *Bad*. Il est censé conduire les tyrans embarqués à une méditation sur le pouvoir et sur le mal. En sont-ils capables? Un texte, traduit dans la première langue de chacun d'eux, est à bord : *Le Livre de Job*. Le lisent-ils? En parlent-ils? Que peuvent dire et faire ces hommes assourdis par la voix du chanteur pop tandis qu'ils se dirigent vers l'abîme et l'épave? Pensent-ils à ce qu'ils ont fait? S'insultent-ils? Complotent-ils pour remonter plus vite en surface? Jouent-ils au poker? Mais non : aucun jeu à bord. Aucun divertissement. Simplement cet air, *Bad*, et celle qui a accepté de voyager avec eux pour leur rappeler sans cesse le mal qu'ils ont fait à la planète et aux hommes : Greta Thunberg. Cinq fois par jour, le chant de Jackson s'arrête, elle prend le micro et, protégée par une grille, elle les harangue. Ils doivent l'écouter en silence, sans quoi le mécanicien réduit l'oxygène dans le compartiment où ils sont réunis autour de la momie de Berlusconi. Ils sont filmés vingt-quatre heures sur vingt-quatre, mais, comme Klaus Barbie à son procès, c'est uniquement pour la postérité.

Les derniers signaux envoyés par le *Michael Jackson* indiquent qu'il a maintenant rejoint l'épave. Un élément sonore en fait preuve. Comme prévu, *Bad* a laissé la place au grand air de *Norma, Casta Diva*, chanté par la Callas : « Ô déesse, répands sur la terre/Cette paix que tu fais/Régner dans le ciel. » Il se passe bien des choses étranges dans les fonds marins : on dit que la momie de Berlusconi s'est agitée. ●



Qu'avez-vous vu, monsieur Haenel ?



LES PENCHANTS CRIMINELS DE LA FRANCE DÉMOCRATIQUE

YANNICK HAENEL

La mort de Nahel, ce jeune homme de 17 ans assassiné par la police pour refus d'obtempérer lors d'un contrôle routier, relève d'une politique de l'infamie, dont la mise en place en France remonte au ministère de l'Identité nationale inventé par le duo Sarkozy-Hortefeux, et n'a cessé, sous Macron, d'aggraver ses implications coercitives, comme en témoigne, depuis six ans, chaque manifestation de citoyens (des « gilets jaunes » aux Soulèvements de la Terre) sanctionnée par un déferlement de violence dont l'excès et la disproportion sont aujourd'hui relevés par l'ONU.

La politique est le lieu où s'élaborent les conditions de la survie de chacun - c'est-à-dire les moyens d'échapper à la mise à mort. La police, par nature, est le moyen par lequel les citoyens sont protégés de cette éventuelle mise à mort. Ce rôle est désormais perverti : nous sommes les témoins historiques d'une dénaturation perverse du lien des forces de sécurité publique avec un pays : en France, la police n'est plus au service des citoyens, elle défend l'État.

Lorsque Macron affirme que la mort de Nahel est « inexplicable », c'est évidemment un pieux mensonge : elle est la conséquence

L'assassinat de ce jeune homme n'est pas une erreur, c'est un crime politique

d'un processus qui a offert de plus en plus d'impunité aux policiers en France. De la loi de 2017 élargissant les conditions d'ouverture du feu (« couvrant » chaque policier qui « se sent menacé ») à la puissance des syndicats de police extrémistes qui imposent à l'État leur rapport de force, tout alimente un processus qui

rend possible qu'un jour on abatte dans la rue un adolescent de 17 ans sous prétexte qu'il refuse de se plier à un contrôle routier.

Je voudrais récuser le mot « bavure » qui, employé abusivement, sert à cautionner l'idée d'une erreur, laquelle serait excusable. Mais l'assassinat de ce jeune homme n'est pas une erreur, c'est un crime politique : cette soi-disant « bavure » a été préparée, rendue possible par l'organisation politique de la division. À force de monter les citoyens les uns contre les autres, et de favoriser ainsi les thèses du Rassemblement national pour se faire élire in extremis contre celui-ci, on crée un climat préinsurrectionnel, puis on le déplore en donnant tous les pouvoirs à la police.

Le maintien de l'ordre n'est pas une politique, c'est une idéologie. C'est l'État qui a créé consciencieusement le désordre qu'il dénonce aujourd'hui. Car le réel, a dit Lacan, c'est ce contre quoi on se cogne. Et le réel, en France, c'est la banlieue, c'est-à-dire le lieu du ban : on bannit hors de la ville ceux dont on ne veut pas. C'est la vérité de la politique des frontières. L'État français macronien ne fait qu'entretenir cette mise au ban dont la mise à mort est l'horizon inéluctable, sa « bavure » logique : un jour, un policier n'arrive pas à verbaliser un Arabe en banlieue, alors il le met à mort. ●

L'ARCHE D'OMID

Le sang, la guerre et l'exil. Triste trilogie qui accompagne la vie d'Omid, un ado qui grandit à Abadan, dans le sud de l'Iran, à l'ombre de la plus grande raffinerie de pétrole du pays, base stratégique et convoitée en septembre 1980, au tout début de la guerre Iran-Irak. Dans ce décor de poussière, des gosses jouent au foot, entre les hurlements des sirènes et sous les affiches omniprésentes de l'ayatollah Khomeyni. Un petit boulot de livreur de repas lui donne l'occasion d'agrandir son cercle de connaissances : un vieil ingénieur entouré de chats, la jolie fille d'une chanteuse célèbre, des sergents de l'armée, des prêtres arméniens orthodoxes... Une quête initiatique qui conduira Omid à remettre à flot un vieux bateau et, tel un Noé iranien, à faire grimper à bord son petit monde pour fuir la guerre. Pour décrire l'Iran de cette époque, la réalisatrice Sepideh Farsi a choisi le film d'animation. Une mise à distance pour celle qui, en 1981, a été arrêtée puis emprisonnée, avant, comme son héros Omid, de mettre les voiles.

N. Devanda

• La Sirène, film d'animation de Sepideh Farsi (1h40), en salle.

SAINT GPT

EN ALLEMAGNE, L'ÉGLISE PROTESTANTE a testé les homélies écrites par ChatGPT. Afin de ne pas effrayer les ouailles, le site Tribune chrétienne, qui relate l'info, n'a pas voulu diffuser la vidéo où l'on voit des fidèles regardant un écran géant en écoutant un robot devant un autel. Une vision apocalyptique pour ces cathos tradis. Lesquels estiment qu'une telle expérience est « la preuve de la perte totale du sens du Sacré au niveau de la liturgie comme au niveau de la doctrine » et « un aveu de désespoir et la perte de tous repères face à Dieu ». Vite, un signe de croix et un crucifix pour arrêter l'IA démoniaque ! **N. Devanda**



AVOCATS CIBLÉS

APRÈS LES HÔPITAUX et les services de l'État, c'est au tour des cabinets d'avocats de se prémunir contre les cyberattaques, alerte l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) dans un rapport publié le 27 juin. Selon l'agence, les hackers sont particulièrement friands des données sensibles contenues dans les dossiers des avocats, ils les revendent ensuite très bien sur le darknet. Ils ne sont pas les seuls : le rapport pointe du doigt certains États, comme la Chine, qui n'hésitent pas à s'associer à des collectifs de hackers à des fins d'espionnage économique ou pour cibler les opposants politiques. **L. R.**

COCO CHANEL

VOUS ÊTES-VOUS DÉJÀ DEMANDÉ à quoi ressemblerait l'odeur d'une prison britannique ? Selon Reply, entreprise de simulation en réalité virtuelle, les geôles pour hommes sentent un mélange de vestiaire sale, de nouilles instantanées et de tabac. Un remugle extrêmement désagréable, à en croire 40 % des gardiens en formation, qui abandonnent dès le premier jour pour cette raison. Pour faire face à ces désistements, le ministère de la Justice s'est donc associé à Reply pour offrir une expérience immersive à ses futurs gardiens afin d'accoutumer leur nez délicat. À quand une immersion spéciale sur l'expérience de la savonnette qui glisse des mains ? **L. R.**

VATICAN 3.0

LE PAPE FRANÇOIS n'a tellement rien à faire qu'il s'est associé à une université de Californie pour créer... l'Institut pour la technologie, l'éthique et la culture (Itc). De ce partenariat est né un « manuel pratique », sorte de guide pour une éthique des nouvelles technologies destiné aux entreprises de l'IA. Dedans, on peut notamment y lire qu'il « ne faut pas collecter plus de données que nécessaire » ou encore qu'il faut « préserver au maximum le respect de la vie privée ». Fais un effort, François ! Même la Bible est moins naïve que ces recommandations... **L. R.**

LE MEILLEUR DES MONDES NUMÉRIQUES

CHAT-GVOLÉ

SAM ALTMAN BIENTÔT DEVANT LA JUSTICE ?

Un collectif de citoyens souhaitant rester anonymes a annoncé poursuivre le créateur d'OpenAI pour avoir volé, selon eux, 300 milliards de mots sur Internet, afin d'alimenter son célèbre chatbot, ChatGPT. OpenAI se serait allègrement servi dans tous les documents consultables sur Internet : livres, blogs, articles... Pis encore, selon le collectif, l'entreprise d'Altman aurait profité de l'intégration de ChatGPT dans certaines applications mobiles, comme Spotify ou Snapchat, pour se nourrir des données personnelles des utilisateurs, dont des enfants, sans leur consentement. Un préjudice estimé à 3 milliards de dollars. Ça fait cher la lettre. **L. Redaud**

NOUVEAU DJIHAD

EN INDE, LES HOMMES MUSULMANS

sont depuis quelques mois la cible d'une théorie du complot nommée « djihad de l'amour ». Selon la communauté nationaliste hindoue, qui en est à l'origine, les musulmans piégeraient les femmes en les séduisant, puis les feraient se convertir à l'islam. Comme toutes les théories complotistes, celle-ci n'a aucun fondement, mais se répand comme une traînée de poudre sur les réseaux sociaux indiens, notamment via des memes, ces images ou vidéos virales majoritairement humoristiques. Rien de drôle ici, puisque les musulmans soupçonnés se retrouvent passés à tabac, tandis que certains États ont adopté des lois criminalisant les conversions religieuses par le mariage. Dieu est amour, paraît-il. **L. R.**

LA CONNERIE CONNECTÉE DE LA SEMAINE

L'INTERNAT DE LA DISCORDE

LORRAINE REDAUD

Existe-t-il une parcelle d'Internet qui ne soit pas contaminée par un environnement toxique ? À en croire les révélations quotidiennes sur les réseaux sociaux, cela semble bien difficile à imaginer. Ces derniers jours, c'est Discord, un logiciel de messagerie instantanée utilisé principalement par les joueurs de jeux vidéo, qui est mis en cause. Un serveur français, baptisé L'Internat, est dans la ligne de mire : il rassemble près de 300 000 membres, et les internautes accusent ses deux créateurs d'être, pêle-mêle, des harceleurs, des pédophiles, des maîtres chanteurs



et des arnaqueurs. Sur des captures d'écran diffusées sur Twitter, on peut notamment lire des messages de l'un d'eux s'adressant à une membre du groupe, disant qu'il avait « tout ce qu'il faut pour la baiser » et qu'elle devrait désormais « faire tout ce qu'il veut ». Dans un enregistrement vocal, on

entend le même dire à une jeune fille qu'il va « rentrer chez [elle] avec une arme et [la] forcer » et « promettre » que cela arrivera un jour.

Les deux créateurs du serveur, âgés respectivement de 22 et 21 ans, promettent également des abonnements à leur communauté. Abonnements qui soit n'arrivent jamais, soit disparaissent au bout de quelques jours, car payés avec des cartes de crédit volées.

Alertée, la plateforme Discord n'a pour l'instant pas encore réagi, alors qu'elle fait par ailleurs face, outre-

Atlantique, à des accusations de NBC News, qui révélait, le 21 juin dernier, que le logiciel était l'endroit idéal pour la « sextorsion » et le kidnapping d'enfants. Entre 2021 et 2022, le National Center for Missing & Exploited Children (NCMEC) aurait enregistré une hausse de 474 % de signalements concernant uniquement Discord. ●

Vivreensemble



MATIÈRE INFLAMMABLE

GÉRARD BIARD

C'est visiblement le happening artistique du dernier chic en Suède : brûler en public un exemplaire du Coran. En janvier, un politicien d'extrême droite suédo-danois, Rasmus Paludan, avait foutu le feu au « livre saint » devant les grilles de l'ambassade de Turquie à Stockholm. Le 28 juin, c'est un Irakien exilé en Suède, s'autoproclamant « athée et né de confession chrétienne », qui y est allé de son autodafé, pour dénoncer un livre qui « encourage le terrorisme » et est « dangereux pour les valeurs suédoises ». Salwan Momika s'est installé devant la plus grande mosquée de la capitale, a déposé un exemplaire du Coran sur le sol, l'a soigneusement piétiné, avant d'y glisser quelques tranches de bacon et de craquer une allumette. Ce qui a eu pour effet d'enflammer du même coup, on s'en doute, tout le monde musulman...

Cette « performance » s'est tenue sous la protection de la police, qui avait été contrainte par la justice à autoriser cet autodafé, au nom de la liberté d'expression et du droit constitutionnel de manifester. En effet, alors qu'elle avait interdit deux autres actions similaires en février pour raisons de sécurité, deux tribunaux administratifs avaient invalidé cette décision. Selon toute probabilité, il devrait par conséquent y avoir encore d'autres feux profanateurs dans les mois qui viennent en Suède... Et de tout aussi brûlantes polémiques, car il va de soi que médias, intellectuels et responsables politiques scandinaves n'ont pas attendu que les cendres refroidissent pour s'emparer du sujet.

Si l'on s'en tient aux apparences et à la teneur des commentaires, le débat porte sur la question

suivante : brûler publiquement un livre relève-t-il de la liberté d'expression ? A priori, la pratique fait plutôt frémir et il

est difficile de l'associer à un quelconque droit ou principe démocratique. Elle renvoie en outre à des épisodes du passé - Inquisition, nazisme... - que l'on n'a guère envie de voir se répéter. Quand on commence à dresser des bûchers pour les livres, c'est qu'on rêve d'y jeter aussi leurs auteurs et leurs lecteurs. Pour autant, quand, en 2019, dans la province canadienne de l'Ontario, une trentaine d'écoles catholiques avaient organisé des « cérémonies de purification par les flammes dans un but éducatif » de livres jugés « offensants » pour les « Premières Nations » (voir Charlie n° 1521), tous les « progressistes » du pays - le Premier ministre, Justin Trudeau, en tête - avaient trouvé ça follement inclusif... Dans un monde politique, intellectuel et associatif où la pureté est de plus en plus érigée en idéal suprême, l'autodafé semble être redevenu un rituel des plus communs - voire un passage obligé aux yeux de quelques militants.

Ce qui engendre donc tant d'émoi et de commentaires ici, ce n'est donc pas le fait qu'on brûle un livre, mais qu'on brûle le Coran. Pas seulement parce que c'est un « livre saint », ni même parce que c'est un livre politique - ou en tout cas utilisé comme tel. Si un fêlé quelconque se plantait devant la maison natale de Karl Marx pour brûler *Le Capital*, personne à gauche ne lèverait un sourcil. Cornez une page du Coran, et la voilà en ébullition, hurlant à l'islamophobie et à la haine. Et avec elle des gouvernements, des dignitaires politiques et religieux, des intellectuels, des foules manipulées aux quatre coins de la planète. Le Coran est le seul livre qui, lorsqu'il flambe à Stockholm, allume des incendies en Turquie, en Irak, en Iran, au Pakistan, en Arabie saoudite, au Koweït, dans les Émirats arabes unis, en Indonésie, au Maroc, en Égypte, en Syrie... Une fumerolle s'en échappe, et c'est toute la terre qui s'arrête de respirer. C'est le seul livre dont les agents littéraires terrorisent des millions de personnes dans le monde entier. C'est donc lui le sujet, et non l'allumette. ●



AUTRE CHOSE

trouvé que cette image, mais si cela excite les Petits... ■

Dans « Papiers nickelés », une nécrologie d'André Stas, mais aussi les nouvelles sur les ravages du « politique-ment correct » : De la censure chez Donald Duck de Carl Barks! (adresse: % Yves Frémion, 66, rue Julien-Lacroix 75020 Paris) ■

Dans « Le Petit Pangolin illustré » (La Petite fanzinothèque belge, 66A, rue des Plantes, 1210 Bruxelles), l'histoire de Fanzines. Cela commence dans les tranches de 1914-1918! Imprimé en hectographie à 30 ou 500 exemplaires, 2 ou 4 pages sur la vie dans les tranches des soucis du jour, des chansons de l'humour. Pour l'aspect technique, lisez le « Pangolin » ← les publications n'ont pas survécu à l'armistice

Aux États-Unis, 2532 livres sont absents dans 32 États dans les bibliothèques des écoles. Pour protéger les enfants. Comme « Maus », d'Art Spiegelman, parce qu'il y aurait des nudités dedans. Je l'avais lu il y a 30 ans et je ne m'en souvenais pas, donc je suis allé chercher. Pas facile, mais pour vous, lecteur, je néconomise pas les efforts. En nudité, je n'ai

Les Puces

LDC ET LE CALVAIRE DES CHEVREUX

LUCE LAPIN

Chaque année, en France, l'industrie laitière abat 550 000 chevreaux. « Près de 80 % d'entre eux quittent leur élevage de naissance alors qu'ils ne sont âgés que de 3 à 8 jours, si jeunes que certains ne savent pas encore téter au moment de leur départ pour les centres d'engraissement. » Jeudi 22 juin, L214 Éthique & Animaux a dévoilé, dans une nouvelle enquête - une de plus - les images de l'élevage intensif de Saint-Pierre-le-Vieux (Saône-et-Loire), dans lequel nombre de chevreaux, enfermés, entassés, agonisent puis succombent des suites de négligences et mauvais traitements. Ils sont alors jetés comme de vulgaires déchets, de nouveau entassés, mais là, c'est dans des bacs - direction l'équarrissage. Les « survivants » partent à l'abattoir environ un mois après leur arrivée. Espérance de vie : plus de dix ans.

Les petits des chèvres y sont engraisés pour le compte de Cabri Production, du groupe Lambert Dordard Chancereul (LDC), « roi du poulet », dans lequel on trouve les marques Maître CoQ, Marie, Le Gaulois - rappelez-vous cette publicité où, comble de cynisme, des poules « dansent », apparemment de joie, en pensant au sort qui les attend, ce que l'on voudrait nous faire accroire. « Magie » de la pub...

« L214 porte plainte contre SAS Cabri Production et contre l'élevage auprès du procureur du tribunal judiciaire de Mâcon pour [...] mauvais traitements commis sur des animaux par un professionnel de l'élevage. »

Interpellez LDC! Vidéo et pétition sur l214.com/enquetes/2023/chevreaux-ldc

BARBECUE VÉGANE. Serait-ce pour faire plaisir à Sandrine Rousseau, ou pour énerver Fabien Roussel? Plus sérieusement, depuis le 1^{er} juillet, et jusqu'au 9 juillet, L214 nous invite, pour cette première semaine, à « tester des alternatives végétales et limiter ainsi [notre] consommation de produits animaux [...], montrer qu'il est possible de faire rimer alimentation végétale

avec le plaisir d'un moment gourmand partagé [...], tout en réduisant l'impact sur l'environnement, la santé et les animaux ». Dix-sept entreprises se sont associées à cette action, dont Monoprix, La Four-née dorée, La Vie™... Ça se déguste au parc de La Villette, au Smmile Festival.

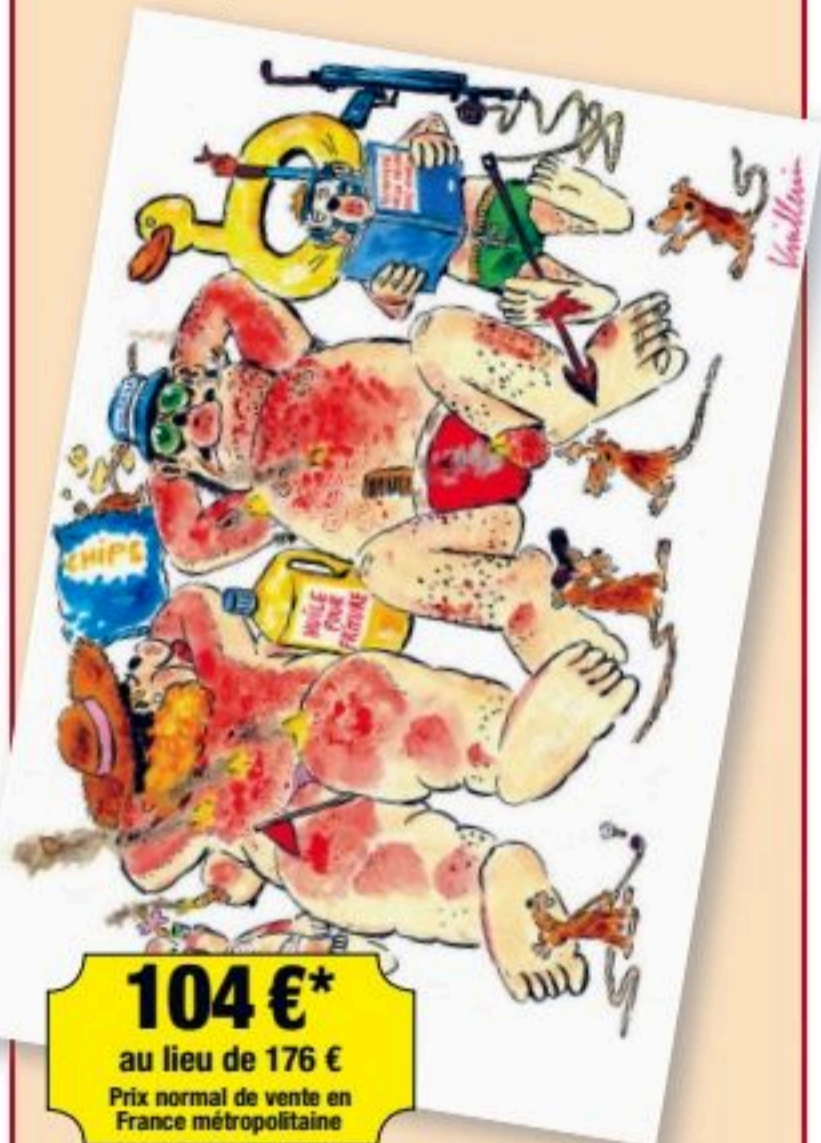
BONNE NOUVELLE! Parce que, pour le ministre de la Santé canadien, Jean-Yves Duclos, c'est « cruel et inutile », l'expérimentation animale et le commerce d'animaux pour les cosmétiques seront bientôt interdits au Canada (Info Humane Society International Canada). La France, toujours à la traîne - je me répète, mais bon... la faute à qui?

ABANDONS. Un texte malheureusement plus que jamais d'actualité : lucelapin-et-copains.com/2017/08/03/le-point-de-non-retour (lucelapinetcopains@gmail.com). ●



CHARLIE HEBDO OFFRE D'ABONNEMENT

Offre intégrale 1 an
 édition papier + édition numérique + contenu du site
et recevez en cadeau
 le drap de bain de Vuillemin



**104 €*
 au lieu de 176 €**
 Prix normal de vente en France métropolitaine

* 134 € pour le reste du monde
 Profitez de l'offre en renvoyant le bulletin ci-dessous.
 * Offre spéciale réservée aux nouveaux abonnés en France métropolitaine, valable jusqu'au 31/8/2023

**JE SOUHAITE RECEVOIR
 CHARLIE HEBDO PENDANT 1 AN*
 AVEC EN CADEAU
 LE DRAP DE BAIN DE VUILLEMIN**

* Soit 52 numéros en version papier et numérique
 Retournez ce bulletin ainsi que votre règlement à l'ordre des Éditions Rotative à:
CHARLIE HEBDO BP 50311 75625 PARIS CEDEX 13
 ou abonnez-vous en ligne sur boutique.charliehebdo.fr

NOM _____
 PRÉNOM _____
 ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____
 E-MAIL _____

JE PROFITE DE L'OFFRE D'ABONNEMENT DE 1 AN AU TARIF DE 104 €* ET JE CHOISIS MON MODE DE RÈGLEMENT
 * Tarif France métropolitaine - Pour le reste du monde et DROM-COM : 134 €

- Par chèque à l'ordre des Éditions Rotative
- Par virement bancaire Nom de la banque : Société Générale
 Domiciliation : Paris Parc Brassens BIC : SOGEFRPP
 IBAN : FR7630003035410002019142969
- J'accepte de recevoir les offres de CHARLIE HEBDO
- J'accepte de recevoir les offres des partenaires choisis par CHARLIE HEBDO

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6/1/1978, vous avez droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition aux informations vous concernant.
 Ce droit peut s'exercer auprès du service abonnement de CHARLIE HEBDO — BP 50311 — 75625 Paris Cedex 13. angelique.abo@charliehebdo.fr

CHARLIE HEBDO Fondateur Cavanna Président, Directeur de la publication Riss Directeur général Philippe Debryne Rédacteur en chef Gérard Biard
 Rédaction redaction@charliehebdo.fr Standard 01 85 73 06 01
 Abonnement, anciens numéros angelique.abo@charliehebdo.fr
 Éditions Rotative, BP 50311, 75625 Paris Cedex 13. SAS les éditions Rotative, entreprise solidaire de presse — RCS Paris B 388 541 336.
 Commission paritaire n° 0427C82683 ISSN 1240-0068
 Imprimé en France par un groupement d'imprimeurs.
 Les manuscrits et dessins ne seront pas renvoyés.

FAITES-VOUS BUTER AVEC STYLE



Petit guide pour déconstruire les interventions musclées de la police

AGILITÉ

SOUPLESSE

GRÂCE



LÉGÈRETÉ



VIRTUOSITÉ

ADRESSE



1615/28062.023



Un été avec Bernard Maris

Oncle Bernard avait tout compris : folie du capitalisme, inégalités abyssales, croissance mortifère... Merci Bernard!

LE CAC 40 CRÉE-T-IL DE LA RICHESSE ?

Les patrons ne sont pas assez payés

On parle ici des patrons du CAC 40 : hausse des rémunérations en 2010 : plus 34 %. Plus le CAC va bien, plus l'économie française va mal.

Il faut dire que les salaires des patrons du CAC avaient baissé de 17 % en 2007, puis de 25 % en 2008 et de 14 % en 2009. De sorte que la rémunération moyenne de 2010 n'a pas encore atteint l'étiage précédant la crise. Mais 4,11 millions d'euros en moyenne par an, y a bono. Sans compter les primes qui ne sont pas comptabilisées dans le bilan ou soumises à décisions de conseils d'administration (lesquels, consanguins, avalisent en boucle les rémunérations mirobolantes) : primes de bienvenue, salaires variables, participations, intéressements, avantages en nature, stock-options, actions gratuites, jetons de présence et surtout, surtout ! les parachutes dorés et les retraites-chapeaux. Les secondes (plusieurs millions d'euros) arrosent le partant jusqu'à sa mort, au-delà de la retraite « normale » en fonction du salaire. Bien normal, puisque le type ne sert plus à rien. En fait, c'est parce qu'il n'est plus nuisible à la société qu'on l'arrose, ha, ha ! *Idem* le « parachute doré ». Là, on prime le type qu'on vire ! T'as mal bossé ? Quelques millions d'euros.

Ces gens se cooptent et descendent d'en haut

Casse-toi vite, tu nous fais perdre trop d'argent, on préfère t'arroser pour que tu ne restes pas.

Pendant ce temps, le salaire moyen des Français, tout compris, heures sup et tout, a augmenté de 2,10 % en 2010.

Les patrons du CAC 40 ne créent pas de « richesse », ils créent de la « valeur ». Ils font de la croissance externe, c'est-à-dire délocalisent et font de la fusion-acquisition. Depuis que le CAC 40 existe, ils détruisent des emplois. Ils s'appuient sur les matelas des sous-traitants, qui sont les premiers à faire les frais de leurs baisses d'activité. En France, il y a 300 000 dirigeants salariés qui touchent une rémunération annuelle moyenne nette de 55 000 euros. Alors, pourquoi payer autant les gros ? Parce qu'ils sont irremplaçables ? Évidemment pas. Zidane est unique. Pas Jean-Paul Agon, le patron de L'Oréal, recordman des rémunérations, 10 millions d'euros par an. Des tas de types pourraient faire son boulot aussi bien. Peut-être



les salaires sont-ils élevés à cause de la concurrence internationale ? Tu parles ! Depuis 1987, année de la naissance du CAC 40, pas un patron n'est parti à l'étranger. Qui en voudrait ? Google, Apple ? Laissez-nous rigoler. Ces gens se cooptent et descendent d'en haut, sont imposés par l'État en tant qu'anciens énarques ou polytechniciens. Aucun n'est arrivé de lui-même, contrairement aux grands patrons américains ou allemands.

Puisqu'on parle de référendum économique, imaginons un petit référendum sur les salaires des patrons du CAC 40. Ces gens devraient-ils être taxés à 100 % au-delà de quarante smic ? Oui ou non ? Oui à 95 %. Quarante smic, c'était l'écart des années 50. Maintenant, c'est quatre cents smic.

Mais on préfère jeter l'opprobre sur les chômeurs ! Combien y a-t-il de fraudeurs aux Assédic ? Que représente la fraude aux Assédic à côté du racket du CAC 40 ? Ah, mais, monsieur, vous n'aimez pas l'argent,

vous avez un problème avec l'argent, vous avez un vieux fonds catho qui refuse de parler d'argent ! Et alors ? Pourquoi être obligé d'aimer l'argent et les rémunérations mirobolantes ? À qui profite cette obligation d'aimer le fric (on est coupable de ne pas aimer le fric en France), sinon aux nantis ? Oui, les rémunérations du CAC 40 sont obscènes, indécentes. Oui, le système de cooptation des grands patrons est féodal, il ferait honte à l'Ancien Régime. Oui, les salaires des grands patrons sont immérités quand ceux-ci plongent l'économie dans la crise, détruisent l'emploi et voient leurs rémunérations augmenter à proportion du déficit extérieur. Oui, ces gens n'apportent rien, ou peu, en tout cas bien peu en relation avec les tas d'or qu'ils engrangent. Comment avoir envie de s'inscrire à Pôle emploi quand on voit ces rémunérations ? Et, au-delà de l'indécence, ces gens déshumanisent la vie. ●

22 février 2012

MARRE DE DIRE DU BIEN DES ENTREPRISES

Le Parlement vient d'entériner la règle d'or. La TVA sociale revient. Les entreprises sont portées au pinacle. Et Rosa Luxemburg dans tout ça ?

SI JE PARLE DE ROSA, c'est qu'elle fut fusillée par le social-démocrate Noske, une sorte de Valls un peu plus couillu. Faut-il donc qu'une fois de plus les sociaux-démocrates fassent la politique de la droite ? De Guy Mollet à Valls, en passant par Bérégoz, les sociaux n'ont cessé de donner des garanties de bons et loyaux services à la droite la plus dure, économiquement ou politiquement parlant. Le pire fut certainement Béré, qui voulait, je le cite, « libérer le marché financier pour favoriser l'investissement et créer des emplois ». Pauvre Béré ! Le gouverneur Moreau, gouverneur de la Banque de France, qui avait réussi à foutre en l'air le Cartel des gauches mené par Herriot, avait une érection dans sa tombe chaque fois que Bérégoz ouvrait la bouche. Aujourd'hui il recommence à bander pour Mosco et Cahuzac, et accessoirement pour Duflot, qui, sous ses grands airs de rien du tout d'ailleurs, a avalé la couleuvre du Pacte européen de stabilité. Certes, les impôts augmentent plus pour les riches que pour les



pauvres, très bien. L'État-providence n'est plus remis en cause. Marisol Touraine repart de l'hôpital public détaché des critères d'efficacité du

privé et envisage de modérer les dépassements d'honoraires. Mais où est le socialisme dans cette gestion du capital ?

Où sont les promesses de mettre au pli la finance ? Comment tolérer encore que des banquiers s'approvisionnent gratuitement à la BCE pour prêter à des taux souvent usuraires aux uns et aux autres ?

Et pis : pourquoi faut-il dire sans arrêt du bien des entreprises et des entrepreneurs « créateurs » de richesse et de valeur, sous peine d'excommunication ? Pourquoi la figure de ces temps imbéciles est-elle devenue le créateur de *start-up* qui revend vite sa boîte, histoire de faire une superbe plus-value ? Pourquoi faut-il aimer absolument ceux qui aiment l'argent ? Et si ne pas aimer l'argent était beaucoup plus sain que l'idolâtrer comme tous les salopards qui se dépêchent de quitter le navire dans la tempête ? Petit exemple : on trouve anormal, aberrant de taxer un entrepreneur qui revend sa boîte, mais, en revanche, personne ne se pose la question de la taxation des revenus d'un écrivain ; un écrivain est taxé à l'impôt sur le revenu, et si par malheur il fait un *best-seller* il paye le maximum, qu'il a le droit néanmoins d'étaler sur cinq ans. En

quoi un écrivain est-il moins digne qu'un fabricant de savonnettes ou de site Internet débile ? Demandez à Cavanna ou à Wolinski les sommes qu'ils ont laissées aux impôts du temps de leur splendeur...

L'entrepreneur, l'entreprise... La gauche n'a que ce mot à la bouche, l'entreprise... Et puis, c'est quoi, « l'esprit d'entreprise » ? Savoir faire bosser des gens, les diriger, les commander, pour leur soutirer de la sueur et créer des marchés qui à 99 % polluent les nappes phréatiques ? Je me souviens de manifs où l'on scandait « L'armée, c'est con, ça pue et ça pollue ! » (à propos du Larzac). C'est plus l'armée qui pollue, j'en viens à aimer les militaires qui par les temps qui courent se laissent plumer sans broncher.

Je dénie le mot de créateur aux marchands de spaghettis aux pesticides. Vive les coopératives ! Vive la démocratie dans l'entreprise, Benoît, remue-toi !

17 octobre 2012

1. Benoît Hamon, alors ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire et à la Consommation du gouvernement de Jean-Marc Ayrault, sous François Hollande.

CHARLIE HEBDO

Les couvertures auxquelles vous avez échappé



La Boum 2

Les élèves bientôt formés à l'écocitoyenneté : brûler ses anciennes petites amies dans des cabanes augmentera son bilan carbone.

Un papa et une maman

Giorgia Meloni veut faire de la GPA un crime universel : « Les enfants africains nés d'une GPA qui traverseront la Méditerranée seront coulés par la marine italienne. »

Petit con

Le prince Harry voulait interviewer Poutine sur ses traumas d'enfance. Le trauma des enfants ukrainiens violés par les soldats russes, il n'a jamais dû en entendre parler.

Corniaud

Le chien Scooter, né avec les pattes à l'envers, remporte le concours du chien le plus moche du monde. Céline Dion avait déclaré forfait.

Moulinex

Le chef suprême des talibans affirme avoir libéré les femmes des oppressions traditionnelles : la dictée, les conjugaisons et les tables de multiplication apprises par cœur.

Concurrence déloyale

La Nasa annonce être en mesure de transformer 98% de l'urine humaine en eau potable. Volvic et Vittel ont aussitôt perdu 10% à la Bourse de New York.

Findus

Une canicule invisible provoque une hécatombe d'espèces marines dans l'océan Atlantique. La bouillabaisse sera désormais servie dans la mer.

Like a Virgin

Une Américaine s'injecte un produit à base de tissu de cadavre humain pour paraître plus jeune. Madonna n'a pas fini de faire tourner les têtes.

Éducation nationale

Lors de l'Aïd, une quarantaine de moutons retrouvés entassés dans une pièce de 10 m² à Nice. Encore une école hors contrat démantelée.

Saturday Night Fever

Excédé par le bruit causé par la Fête de la musique, un homme tue un client d'un bar. Encore un refus d'obtempérer qui finit mal.

Croisade

Un Irakien brûle le Coran devant une mosquée en Suède. Bolloré lui a proposé la direction du JDD.

Hussards de la raie publique

Pap Ndiaye veut former les profs à l'éducation à la sexualité. Le premier prof décapité par des parents d'élèves mécontents donnera son nom à un collège.